Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale,, n. 102 del 17 aprile 1976

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Sabato, 17 aprile 1976 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - TELEFONO 6540139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 8508

LEGGE 6 marzo 1976, n. **112.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo europeo relativo alle prestazioni lavorative degli equipaggi dei veicoli addetti ai trasporti internazionali su strada (AETR), con allegato e protocollo, concluso a Ginevra il 1° luglio 1970.

LEGGI E DECRETI

LEGGE 6 marzo 1976, n. **112.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo europeo relativo alle prestazioni lavorative degli equipaggi dei veicoli addetti ai trasporti internazionali su strada (AETR), con allegato e protocollo, concluso a Ginevra il 1° luglio 1970.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo europeo relativo alle prestazioni lavorative degli equipaggi dei veicoli addetti ai trasporti internazionali su strada (AETR), con allegato e protocollo, firmato a Ginevra il 1° luglio 1970.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 16 dell'accordo stesso.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 6 marzo 1976

LEONE

MORO — RUMOR — MARTINELLI — TOROS

Visto, *il Guardasigilli*: BONIFACIO

ACCORD

européen relatif au travail des équipages des véhicules effectuant des transports internationaux par route (AETR)

Les Parties contractantes,

Desireuses de favoriser le développement et l'amélioration des transports internationaux par route de voyageurs et de marchandises,

Convaincues de la nécessité d'accroître la sécurité de la circulation routière, de réglementer certaines conditions d'emploi dans les transports internationaux par route conformément aux principes de l'Organisation internationale du travail ed d'arrêter de concert certaines mesures pour assures le respect d'une telle réglementation,

Sont convenues de ce qui suit:

Article premier

Définitions.

Au sens du présent Accord, on entend

a) par « véhicule », toute automobile ou remorque; ce terme comprend tout ensemble de véhicules;

b) par « automobile », tout véhicule pourvu d'un moteur de propulsion, circulant sur route par ses moyens propres et qui sert normalement au transport par route de personnes ou de marchandises ou à la traction sur route de véhicules utilisés pour le transport de personnes ou de marchandises; ce terme n'englobe pas les tracteurs agricoles;

c) par « remorque », tout véhicule destiné à être attelé à une automobile; ce terme englobe les semi-remorques;

d) par « semi-remorque », toute remorque destinée à être accouplée à une automobile de telle manière qu'elle repose en partie sur celle-ci et qu'une partie appréciable de son poids et du poids de son chargement soit supportée par ladite automobile;

e) par « ensemble de véhicules », des véhicules couplés qui participent à la circulation routière comme une unité;

f) par « poids maximal autorisé », le poids maximal du véhicule chargé, déclaré admissible par l'autorité compétente de l'Etat dans lequel le véhicule est immatriculé;

g) par « transport par route »,

i) tout déplacement par route, à vide ou en charge, d'un véhicule affecté au transport de personne et comptant, outre le siège du conducteur, plus de huit places assises;

ii) tout déplacement par route, à vide ou en charge, d'un véhicule affecté au transport de marchandises;

iii) tout déplacement qui comporte à la fois un déplacement visé en i) ou ii) de la présente définition et, immédiatement avant ou après ledit déplacement, le transport du véhicule par mer, chemin de fer, air ou voie navigable;

h) par « transport international par route », tout transport par route qui comporte la traversée d'au moins une frontière;

i) par « services réguliers de voyageurs », les services qui assurent le transport de personnes effectué selon une fréquence et sur une relation déterminées, ces services pouvant prendre et déposer des personnes à des arrêts préalablement fixés.

Un règlement d'exploitation ou des documents en tenant lieu, approuvés par les pouvoirs publics compétents des Parties contractantes et publiés par le transporteur avant mise en application, définissent les conditions de transport, notamment la fréquence, les horaires, les tarifs et l'obligation de transporter, dans la mesure où ces conditions ne se trouvent pas précisées par un texte légal ou réglementaire.

Quel que soit l'organisateur des transports, sont également considérés comme services réguliers, ceux qui assurent le transport de catégories déterminées de personnes à l'exclusion d'autres voyageurs, dans le mesure où ces services sont effectués aux conditions indiquées au premier alinéa de la présente définition, par exemple des services assurant le transport des travailleurs au lieu de travail et de celui-ci vers leur domicile ou le transport des écoliers aux établissements d'enseignement et de ceux-ci vers leur domicile.

j) par « conducteur », toute personne, salariée ou non, qui conduit le véhicule, même pendant une courte période, ou qui est à bord du véhicule pour pouvoir le conduire, le cas échéant;

k) par « membre de l'équipage » ou « membre d'équipage », le conducteur ou une des personnes suivantes, que ce conducteur ou ces personnes soient salariés ou non:

i) le convoyeur, à savoir toute personne accompagnant le conducteur en vue d'assister celui-ci dans certaines manoeuvres et prenant de façon habituelle une part effective aux opérations de transport, sans être un conducteur au sens du paragraphe *j*) du présent article;

ii) un receveur, c'est-à-dire toute personne qui accompagne le conducteur d'un véhicule transportant des personnes et qui est notamment chargée de délivrer ou de contrôler les billets ou d'autres documents donnant droit aux passagers de voyager dans le véhicule;

l) par « semaine », toute période de sept jours consécutifs;

m) par « repos journalier », toute période ininterrompue conforme aux dispositions de l'article 6 du présent Accord, pendant laquelle le membre de l'équipage peut disposer librement de son temps;

n) par « période hors service », toute période ininterrompue d'au moins 15 minutes autre que le repos journalier, pendant laquelle le membre de l'équipage peut disposer librement de son temps;

o) par « activités professionnelles », les activités représentées sous les symboles des rubriques 6, 7 et 7a du feuillet quotidien du livret individuel de contrôle qui figure à l'annexe au présent Accord.

ARTICLE 2.

Champ d'application:

1. Le présent Accord s'applique sur le territoire de chaque Partie contractante à tout transport international par route effectué par tout véhicule immatriculé sur le territoire de ladite Partie contractante ou sur le territoire de toute autre Partie contractante.

2. Toutefois,

a) si, au cours d'un transport international par route, un ou plusieurs membres de l'équipage ne sortent pas du territoire national où ils exercent normalement leurs activités professionnelles, la Partie contractante dont relève ce territoire peut ne pas appliquer les dispositions du présent Accord à l'égard de ce ou ces membres de l'équipage;

b) sauf convention contraire intervenue entre les Parties contractantes dont le territoire est emprunté, le présent Accord ne s'applique pas aux transports internationaux par route de marchandises effectués par un véhicule dont le poids maximal autorisé n'excede pas 3,5 tonnes;

c) deux Parties contractantes dont les territoires sont limitrophes peuvent convenir que les dispositions de la législation nationale de l'Etat où le véhicule est immatriculé, ainsi que celles des sentences arbitrales et conventions collectives en vigueur dans cet Etat, sont seules applicables aux transports internationaux par route limités à leurs deux territoires lorsque le véhicule en cause:

ne sort pas, sur l'un de ces territoires, d'une zone contiguë à la frontière, définie comme zone frontalière d'un commun accord entre les deux Parties contractantes, ou

n'emprunte qu'en transit l'un de ces territoires;

d) des Parties contractantes peuvent convenir que les dispositions de la législation nationale de l'Etat où le véhicule est immatriculé, ainsi que celles des sentences arbitrales et conventions collectives en vigueur dans cet Etat, sont seules applicables à certains transports internationaux par route limités à leurs territoires et dont le parcours, depuis le point de départ jusqu'au point d'arrivée du véhicule, est inférieur à 100 km, ainsi qu'aux services réguliers de voyageurs.

ARTICLE 3.

Application de certaines dispositions de l'Accord aux transports par route effectués par des véhicules en provenance d'Etats non Parties contractantes.

1. Chaque Partie contractante appliquera sur son territoire aux transports internationaux par route effectués par tout véhicule immatriculé sur le territoire d'un Etat non Partie contractante au présent Accord, des dispositions au moins aussi exigeantes que celles qui sont prévues par les articles 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 du présent Accord et les paragraphes 1, 2, 6 et 7 de l'article 12 du présent Accord.

2. Toutefois, chaque Partie contractante pourra ne pas appliquer les dispositions du paragraphe 1 du présent article:

a) aux transports internationaux par route de marchandises effectués par un véhicule dont le poids maximal autorisé n'excède pas 3,5 tonnes,

b) aux transports internationaux par route limités à son territoire et à celui d'un Etat limitrophe non Partie contractante au présent Accord si le véhicule en cause ne sort pas, sur son territoire d'une zone contiguë à la frontière, définie comme zone frontalière ou s'il n'emprunte son territoire qu'en transit.

ARTICLE 4.

Principes généraux.

1. Lors de tout transport international par route auquel s'applique le présent Accord, l'entreprise et les membres de l'équipage devront observer, pour la durée des repos et de la conduite, et pour la composition de l'équipage, les prescriptions fixées par la législation nationale pour la région de l'Etat où le membre de l'équipage exerce normalement ses activités professionnelles, ainsi que par les sentences arbitrales et conventions collectives en vigueur dans cette région, le décompte des durées des repos et de la conduite étant effectué conformément à cette législation, ces sentences arbitrales ou ces conventions collectives. Dans la mesure où les prescriptions ainsi applicables ne sont pas au moins aussi exigeantes que les prescriptions des articles 6, 7, 8, 9, 10 et 11 du présent Accord, ces dernières doivent être respectées.

2. Sauf accord particulier entre les Parties contractantes en cause ou sauf dans la mesure où, en application du paragraphe 2 de l'article 2 du présent Accord, certaines dispositions du présent Accord ne seraient pas appliquées, aucune Partie contractante n'imposera le respect des prescriptions de sa législation nationale dans les matières traitées par le présent Accord aux entreprises d'une autre Partie contractante ou aux membres de l'équipage de véhicules immatriculés par une autre Partie contractante, lorsque ces prescriptions sont plus exigeantes que celles résultant du présent Accord.

ARTICLE 5.

Conditions à remplir par les conducteurs.

1. L'âge minimal des conducteurs affectés au transport international par route de marchandises doit être:

a) pour les véhicules dont le poids maximal autorisé est inférieur ou égal à 7,5 tonnes, de 18 ans révolus;

b) pour les autres véhicules:

i) de 21 ans révolus; ou

ii) de 18 ans révolus, à condition que l'intéressé soit porteur d'un certificat d'aptitude professionnelle, reconnu par la Partie contractante sur le territorie de laquelle le véhicule est immatriculé et constatant l'achèvement d'une formation de conducteur de véhicules destinés aux transports de marchandises par route. Toutefois, dans le cas de conducteurs âgés de moins de 21 ans révolus, toute Partie contractante peut

leur interdire la conduite de ces véhicules sur son territoire, même s'ils sont porteurs du certificat précédemment cité; ou

ne permettre cette conduite qu'aux seuls porteurs de certificats dont elle a reconnu qu'il sont été délivrés après l'achèvement d'une for-

mation de conducteur de véhicules destinés aux transports de marchandises par route équivalente à celle prévue par sa législation nationale.

2. Si, en vertu des dispositions de l'article 10 du présent Accord, deux conducteurs doivent se trouver à bord, l'un des conducteurs doit être âgé de 21 ans révolus.

3. L'âge minimal des conducteurs affectés au transport international par route de voyageurs est fixé à 21 ans révolus.

4. Les conducteurs de véhicules doivent être sérieux et dignes de confiance. Ils doivent posséder une expérience suffisante et les qualifications indispensables pour l'exécution des services demandés.

Article 6.

Repos journalier.

1. *a*) A l'exception des cas visés aux paragraphes 3 et 4 du présent article, tout membre d'équipage affecté à un transport international par route de marchandises doit avoir bénéficié d'un repos journalier de onze heures consécutives au moins, au cours de la période de vingt-quatre heures précédant tout moment où il exerce une de ses activités professionnelles.

b) Le repos journalier visé à l'alinéa *a*) du présent paragraphe peut être réduit jusqu'à neuf heures consécutives deux fois au plus au cours d'une semaine, à condition que le repos puisse être pris au lieu normal de résidence du membre de l'équipage, ou jusqu'à huit heures consécutives deux fois au plus au cours d'une semaine, dans les cas où le repos ne peut pas, pour des raisons d'exploitation, être pris au lieu normal de résidence du membre de l'équipage.

2. *a*) A l'exception des cas visés aux paragraphes 3 et 4 du présent article, tout membre d'équipage affecté à un transport international par route de voyageurs doit avoir bénéficié, au cours de la période de vingt-quatre heures précédant tout moment où il exerce une de ses activités professionnelles,

i) soit d'un repos journalier de dix heures consécutives au moins, sans possibilité de réduction au cours de la semaine,

ii) soit d'un repos journalier de onze heures consécutives au moins, ce repos pouvant être réduit deux fois par semaine jusqu'à dix heures consécutives et deux fois par semaine jusqu'à neuf heures consécutives, à condition que, dans ces deux derniers cas, le service comporte une interruption prévue à l'horaire d'au moins quatre heures consécutives ou deux interruptions prévues à l'horaire d'au moins deux heures consécutives, et qu'au cours de ces interruptions, le membre de l'équipage n'exerce aucune de ses activités professionnelles ou tout autre travail à titre professionnel.

b) Le livret individuel de contrôle visé à l'article 12 du présent Accord doit contenir des indications parmettant d'identifier le régime de repos journalier dont le membre d'un équipage affecté aux transports internationaux par route de voyageurs bénéficie pour la semaine en cours.

3. S'il y a deux conducteurs à bord et si le véhicule ne comporte pas de couchette permettant aux membres de l'équipage de s'allonger confortablement, chaque membre de l'équipage doit avoir bénéficié d'un repos journalier d'au moins dix heures consécutives pendant la période de vingt-sept heures précédant tout moment où il exerce une de ses activités professionnelles.

4. S'il y a deux conducteurs à bord et si le véhicule comporte une couchette permettant aux membre de l'équipage de s'allonger confortablement, chaque membre de l'equipage doit avoir bénéficié d'un repos journalier d'au moins huit heures consécutives pendant la période de trente heures précédant tout moment où il exerce une de ses activités professionnelles.

5. Les périodes de repos mentionnées au présent article seront prises hors du véhicule; toutefois, si le véhicule comporte une couchette permettant aux membres de l'équipage de s'allonger confortablement, elles pourront être prises sur cette couchette, à condition que le véhicule soit à l'arrêt.

Article 7.

Durée journalière de conduite, durée maximale de conduite par semaine et pendant deux semaines consécutives.

1. La durée totale des temps de conduite entre deux périodes consécutives de repos journalier conforme aux dispositions de l'article 6 du présent Accord, dénommée ci-après « durée journalière de conduite », ne peut dépasser huit heures.

2. Pour les conducteurs affectés à des véhicules autres que ceux visés à l'article 10 du présent Accord, la durée journalière de conduite peut être portée, par dérogation aux disposition du paragraphe 1 du présent article, deux fois au plus au cours d'une semaine, jusqu'à neuf heures.

3. La durée de conduite ne peut dépasser ni quarante-huit heures au cours d'une semaine ni quatre-vingt-douze heures au cours de deux semaines consécutives.

Article 8.

Durée maximale de conduite continue.

1. *a*) Aucune durée de conduite continue ne doit dépasser quatre heures, sauf dans les cas où le conducteur ne peut attendre un point d'arrêt approprié ou le lieu de destination; la période de conduite pourra alors être prolongée de trente minutes au maximum, pour autant que l'usage de cette faculté n'entraîne pas une infraction aux dispositions de l'article 7 du présent Accord.

b) Est considérée comme continue toute durée de conduite qui n'est interrompue que pour des durées qui ne correspondent pas au moins aux conditions prévues aux paragraphes 2 ou 3 du présent article.

2. *a*) Pour les conducteurs affectés à des véhicules visés à l'article 10 du présent Accord, la conduite doit être interrompue pour une durée d'au moins une heure à l'expiration de la durée visée au paragraphe 1 du présent article.

b) Cette interruption peut être remplacée par deux interruptions d'au moins trente minutes consécutives chacune, intercalées dans la durée journalière de conduite de telle sorte que soit assuré le respect des dispositions du paragraphe 1 du présent article.

3. *a*) Pour les conducteurs affectés à des véhicules autres que ceux visés à l'article 10 du présent Accord, et lorsque la durée journaliére de conduite ne dépasse pas huit heures, la conduite doit être interrompue, à l'expiration de la durée visée au paragraphe 1 du présent article, pour une durée d'au moins trente minutes consécutives.

b) Cette interruption peut être remplacée par deux interruptions d'au moins vingt minutes consécutives chacune ou par trois d'au moins quinze minutes consécutives chacune, qui peuvent s'intercaler toutes dans la durée de conduite visée au paragraphe 1 du présent article ou se situer en partie à l'intérieur de cette durée et en partie immédiatement après.

c) Lorsque la durée journalière de conduite dépasse huit heures, le conducteur est tenu d'effectuer au moins deux interruptions de conduite pendant trente minutes consécutives.

4. Au cours des interruptions visées aux paragraphes 2 ou 3 du présent article, le conducteur ne doit exercer aucune activité professionnelle autre que la surveillance du véhicule et de son chargement. Toutefois, s'il y a deux conducteurs à bord du véhicule, il suffit, pour satisfaire aux prescriptions des paragraphes 2 ou 3 du présent article, que le conducteur bénéficiant de l'interruption de la conduite n'exerce aucune des activités représentées sous le symbole de la rubrique 7a du feuillet quotidien du livret individuel de contrôle visé à l'article 12 du présent Accord.

ARTICLE 9.

Repos hebdomadaire.

1. Tout membre d'équipage doit bénéficier, en sus des repos journaliers visés à l'article 6 du présent Accord, d'un repos hebdomadaire d'au moins vingt-quatre heures consécutives qui devra être précédé ou suivi immédiatement d'une période de repos journalier conforme aux dispositions dudit article 6.

2. *a*) Toutefois, pendant la période du 1er avril au 30 septembre inclus, le repos hebdomadaire visé au paragraphe 1 du présent article peut être remplacé, pour les membres d'équipage de véhicules affectés au transport international par route de voyageurs, par un repos d'au moins soixante heures consécutives, à prendre entièrement avant l'expiration de toute période maximale de quatorze jours consécutifs. Ce repos doit être précédé ou suivi immédiatement d'une période de repos journalier conforme aux dispositions de l'article 6 du présent Accord.

b) La disposition du présent paragraphe n'est pas applicable aux membres d'équipage de véhicules affectés aux services réguliers de voyageurs.

ARTICLE 10.

Composition de l'équipage.

Dans le cas

a) soit d'un ensemble de véhicules comportant plus d'une remorque ou semi-remorque,

b) soit d'un ensemble de véhicules affecté au transport de voyageurs lorsque le poids maximal autorisé de la remorque ou semi-remorque dépasse 5 tonnes,

c) soit d'un ensemble de véhicules affecté au transport de merchandises lorsque le poids maximal autorisé de l'ensemble de véhicules dépasse 20 tonnes,

le conducteur doit être accompagné d'un autre conducteur depuis le début du voyage ou être remplacé par un autre conducteur au bout de 450 km, si la distance à parcourir entre deux périodes consécutives de repos journalier dépasse 450 km.

Article 11.

Cas exceptionnels.

A condition de ne pas compromettre la sécurité de la circulation routière, le conducteur peut déroger aux dispositions des articles 6, 7, 8 et 10 du présent Accord en cas de danger, en cas de force majeure, pour porter secours ou par suite d'une panne, dans la mesure nécessaire pour assurer la sécurité des personnes, du véhicule ou de son chargement, et pour lui permettre d'atteindre un point d'arrêt approprié ou, selon les circostances, le terme de son voyage. Le conducteur doit mentionner le genre et le motif de la dérogation dans le livret individuel de contrôle.

Article 12.

Livret individuel de contrôle.

1. Tout conducteur ou convoyeur inscrira dans un livret individuel de contrôle, au fur et à mesure que la journée s'écoule, le relevé de ses activités professionnelles et de ses heures de repos. Il sera porteur de ce livret et le présentera à toute réquisition des agents chargés du contrôle.

2. Les spécifications auxquelles devra répondre ce livret et les prescriptions à respecter pour sa tenue sont précisées dans l'annexe au présent Accord.

3. Les Parties contractantes prendront toutes les mesures nécessaires pour la délivrance et le contrôle des livrets individuels de contrôle et notamment celles qui s'imposent pour éviter l'utilisation simultanée de deux de ces livrets par le même membre d'équipage.

4. Toute entreprise tiendra un registre des livrets individuels de contrôle qu'elle utilise; ce registre comportera au moins le nom du conducteur ou du convoyeur auquel le livret est délivré, l'émargement de ce conducteur ou convoyeur et la date du dernier feuillet quotidien rempli par le conducteur ou convoyeur avant la remise définitive du livret à l'entreprise après emploi.

5. Les entreprises conserveront les livrets utilisés pendant une période de douze mois au moins après la date de la dernière inscription, et les presenteront, sur demande, ainsi que les registres de délivrance, aux agents chargés du contrôle.

6. Au moment où commence tout transport international par route, tout conducteur ou convoyeur doit être en possession d'un livret inviduel de contrôle, conforme aux spécifications de l'annexe au présent Accord et dans lequel figurent les données relatives aux sept jours qui ont précédé celui où commence le transport. Toutefois, si la législation nationale de

l'Etat où le conducteur ou convoyeur exerce normalement ses activités professionnelles ne prevoit pas l'obligation d'utiliser un livret individuel de contrôle, conforme aux spécifications de l'annexe au présent Accord, en dehors des transports internationaux par route, il suffira que le livret de contrôle individuel, conforme aux spécifications de l'annexe au présent Accord, porte sous les rubriques 12 et 13 des feuillets quotidiens ou dans le rapport hebdomandaire les données relatives aux « repos ininterrompus précédant les prises de service » et aux « périodes journalières de conduite » pendant les sept jours en cause.

7. Chaque Partie contractante pourra, dans le cas d'un véhicule immatriculé dans un Etat non Partie contractante au présent Accord, n'exiger, au lieu du livret individuel de contrôle conforme aux spécifications de l'annexe au présent Accord, que des pièces établies dans le même forme que les feuillets quotidiens dudit livret.

Article 13.

Contrôles effectués par l'entreprise.

1. L'entreprise doit organiser le service de transport routier de telle façon que les membres de l'équipage soient en mesure d'observer les disposition du présent Accord.

2. Elle doit surveiller régulièrement les périodes de conduite et des autres travaux, ainsi que les heures de repos, en se servant de tous les documents dont elle dispose, par exemple les livrets individuels de contrôle. Si elle constate des infractions au présent Accord, elle doit y mettre fin sans délai et prendre des mesures pour éviter qu'elles ne se reproduisent, par exemple en modifiant les horaires et les itinéraires.

Article 14.

Mesures pour assurer l'application de l'Accord.

1. Chaque Partie contractante prendra toutes mesures appropriées pour que soit assuré le respect des dispositions du présent Accord, en particulier par des contrôles effectués sur les routes et dans les locaux des entreprises. Les administrations compétentes des Parties contractantes se tiendront informées des mesures générales prises à cet effet.

2. Les Parties contractantes s'accorderont une aide mutuelle en vue d'une application correcte du présent Accord et d'un contrôle efficace; chaque Partie contractante s'engage notamment à faire vérifier, au moyen de contrôles par sondage des livrets individuels de contrôle, le respect des prescriptions du présent Accord au cours des transports internationaux par route effectués par des véhicules immatriculés sur son territoire.

3. Dans le cas où une Partie contractante constate une infraction grave aux dispositions du présent Accord commise par une personne résidant sur le territoire d'une autre Partie contractante, l'administration de la première Partie informera l'administration de l'autre Partie de l'infraction constatée et, le cas échéant, de la sanction prise.

ARTICLE 15.

Dispositions transitoires.

Si le présent Accord entre en viguer, conformément au paragraphe 4 de son article 16, avant le 31 décembre 1973, les Parties contractantes sont convenues que, jusqu'à cette date,

a) par dérogation aux dispositions des paragraphes 1 et 2 de l'article 7 du présent Accord, la durée totale des temps de conduite (durée journalière de conduite) entre deux périodes consécutives de repos journalier conforme aux dispositions de l'article 6 du présent Accord, ne pourra dépasser neuf heures, quel que soit le véhicule ou l'ensemble de véhicules conduit;

b) toute référence faite dans le présent Accord aux dispositions des paragraphes 1 et 2 de son article 7 sera interprétée comme étant faite aux dispositions de l'alinéa *a*) du présent article.

DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 16.

1. Le présent Accord est ouvert à la signature jusqu'au 31 mars 1971 et, après cette date, à l'adhésion des Etats membres de la Commission économique pour l'Europe et des Etats admis à la Commission à titre consultatif conformément au paragraphe 8 du mandat de cette Commission.

2. Le présent Accord sera ratifié.

3. Les instruments de ratification ou d'adhésion seront déposés auprés du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

4. Le présent Accord entrera en vigueur le cent quatre-vingtième jour après de dépôt du huitième instrument de ratification ou d'adhésion.

5. Pour chaque Etat qui ratifiera le présent Accord ou y adhérera après le dépôt du huitième instrument de ratification ou d'adhésion visé au paragraphe 4 du présent article, le présent Accord entrera en vigueur cent quatre-vingts jours après la date du dépôt, par cet Etat, de son instrument de ratification ou d'adhésion.

ARTICLE 17.

1. Toute Partie contractante pourra dénoncer le présent Accord par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. La dénonciation prendra effet six mois après la date à laquelle le Secrétaire général en aura reçu notification.

ARTICLE 18.

Le présent Accord cessera de produire ses effets si, après son entrée en vigueur, le nombre des Parties contractantes est inférieur à trois pendant une période quelconque de douze mois consécutifs.

ARTICLE 19.

1. Tout Etat pourra, lorsqu'il signera le présent Accord ou lors du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion ou à tout moment ultérieur, déclarer, par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, que la validité du présent Accord sera étendue à tout ou partie des territoires qu'il représente sur le plan international. Le présent Accord s'appliquera au territoire ou aux territoires mentionnés dans la notifications à dater du cent quatre-vingtième jour après réception de cette notification par le Secrétaire général ou, si à ce jour le présent Accord n'est pas encore entré en vigueur, à dater de son entrée en vigueur.

2. Tout Etat qui aura fait, conformément au paragraphe précédent, une déclaration ayant pour effet de rendre le présent Accord applicable a un territoire qu'il represente sur le plan international pourra, conformément à l'article 17 du présent Accord, dénoncer le présent Accord en ce qui concerne ledit territoire.

ARTICLE 20.

1. Tout différend entre deux ou plusieurs Parties contractantes touchant l'interprétation ou l'application du présent Accord sera, autant que possible, réglé par voie de négociation entre les Parties en litige.

2. Tout différend qui n'aura été réglé par voie de négociation sera soumis à l'arbitrage si l'une quelconque des Parties contractantes en litige le demande et sera, en conséquence, renvoyé à un ou plusieurs arbitres choisis d'un commun accord par les Parties en litige. Si, dans les trois mois à dater de la demande d'arbitrage, les Parties en litige n'arrivent pas à s'entendre sur le choix d'un arbitre ou des arbitres, l'une quelconque de ces Parties pourra demander au Secrétaire général de l'Organisation des Nation Unies de désigner un arbitre unique devant lequel le différend sera renvoyé pour décision.

3. La sentence de l'arbitre ou des arbitres désignés conformément au paragraphe précédent sera obligatoire pour les Parties contractantes en litige.

ARTICLE 21.

1. Tout Etat pourra, au moment où il signera ou ratifiera le présent Accord ou y adhérera, déclarer qu'il ne se considère pas lié par les paragraphes 2 et 3 de l'article 20 du présent Accord. Les autres Parties contractantes ne seront pas liées par ces paragraphes envers toute Partie contractante qui aura formulé une telle réserve.

2. Si, lors du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, un Etat formule une réserve autre que celle prévue au paragraphe 1 du présent article, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies communiquera cette réserve aux Etat qui ont déjà déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion et n'ont pas ultérieurement dénoncé le présent Accord. La réserve sera réputée acceptée si, dans le délai de six mois à dater de cette communication, aucun de ces Etats ne s'est opposé à son admission. Dans le cas contraire, la réserve ne sera pas admise et, si l'Etat

qui l'a formulée ne la retire pas, le dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion de cet Etat sera sans effet. Pour l'application du présent paragraphe il ne sera pas tenu compte de l'opposition des Etats dont d'adhésion ou la ratification serait sans effet, en vertu du présent paragraphe, du fait des réserves qu'ils auraient formulées.

3. Toute Partie contractante dont la réserve aura été adoptée dans le Protocole de signature du présent Accord ou qui aura formulé une réserve conformément au paragraphe 1 du présent article ou fait une réserve qui aura été acceptée conformément au paragraphe 2 du présent article pourra, à tout moment, lever cette réserve par une notification adressée au Secrétaire général.

ARTICLE 22.

1. Après que le présent Accord aura été en vigueur pendant trois ans, toute Partie contractante pourra, par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unie, demander la convocation d'une conférence à l'effet de reviser l'Accord. Le Secrétaire général notifiera cette demande à toutes les Parties contractantes et convoquera une conférence de revision si, dans un délai de quatre mois à dater de la notification adressée par lui, le tiers au moins des Parties contractantes lui signifient leur assentiment à cette demande.

2. Si une conférence est convoquée conformément au paragraphe précédent, le Secrétaire général en avisera toutes les Parties contractantes et les invitera à présenter, dans un délai de trois mois, les propositions qu'elles souhaiteraient voir examiner par la conférence. Le Secrétaire général communiquera à toutes les Parties contractantes l'ordre du jour provisoire de la conférence, ainsi que le texte de ces propositions, trois mois au moins avant la date d'ouverture de la conférence.

3. Le Secrétaire général invitera à toute conférence convoquée conformément au présent article tous les Etats visés au paragraphe 1 de l'article 16 du présent Accord.

ARTICLE 23.

1. Toute Partie contractante pourra proposer un ou plusieurs amendements au présent Accord. Le texte de tout projet d'amendement sera communiqué au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qui le communiquera à toutes les Parties contractantes et le portera à la connaissance des autres Etats visés au paragraphe 1 de l'article 16 du présent Accord.

2. Dans un délai de six mois à compter de la date de la communication par le Secrétaire général du projet d'amendement, toute Partie contractante peut faire connaître au Secrétaire général

a) soit qu'elle a une objection à l'amendement proposé,

b) soit que, bien qu'elle ait l'intention d'accepter le projet, les conditions nécessaires à cette acceptation ne se trouvent pas encore remplies dans son Etat.

3. Tant qu'une Partie contractante qui a adressé la communication prévue au paragraphe 2· *b*) du présent article n'aura pas notifié au Secrétaire général son acceptation, elle pourra, pendant un délai de neuf mois à partir de l'expiration du délai de six mois prévu pour la communication, présenter une objection à l'amendement proposé.

4. Si une objection est formulée au projet d'amendement dans les conditions prévues aux paragraphes 2 et 3 du présent article, l'amendement sera considéré comme n'ayant pas été accepté et sera sans effet.

5. Si aucune objection n'a été formulée au projet d'amendement dans les conditions prévues aux paragraphes 2 et 3 du présent article, l'amendement sera réputé accepté à la date suivante:

a) lorsque aucune Partie contractante n'a adressé de communication en application du paragraphe 2 *b*) du présent article, à l'expiration du délai de six mois visé à ce paragraphe 2 du présent article;

b) lorsque au moins une Partie contractante a adressé une communication en application du paragraphe 2 *b*) du présent article, à la plus rapprochée des deux dates suivantes:

date à laquelle toutes les Parties contractantes ayant adressé une telle communication auront notifié au Secrétaire général leur acceptation du projet, cette date étant toutefois reportée à l'expiration du délai de six mois visé au paragraphe 2 du présent article si toutes les acceptations étaient notifiées antérieurement à cette expiration;

expiration du délai de neuf mois visé au paragraphe 3 du present article.

6. Tout amendement réputé accepté entrera en vigueur trois mois après la date à laquelle il aura été réputé accepté.

7. Le Secrétaire général adressera le plus tôt possible à toutes les Parties contractantes une notification pour leur faire savoir si une objection a été formulée contre le projet d'amendement conformément au paragraphe 2 *a*) du présent article et si une ou plusieurs Parties contractans lui ont adressé une communication conformément au paragraphe 2 *b*) du présent article. Dans le cas où une ou plusieurs Parties contractantes ont adressé une telle communication, il notifiera ultérieurement à toutes les Parties contractantes si la ou les Parties contractantes qui ont adressé une telle communication élèvent une objection contre le projet d'amendement ou l'acceptent.

8. Indépendamment de la procédure d'amendement prévue aux paragraphes 1 à 6 du présent article, l'annexe au présent Accord pourra être modifiée par accord entre les administrations compétentes de toutes les Parties contractantes; si l'administration compétente d'une Partie contractante a déclaré que son droit national l'oblige à subordonner son accord à l'obtention d'une autorisation spéciale à cet effet ou à l'approbation d'un organe législatif, le consentement de l'administration compétente de la Partie contractante en cause à la modification de l'annexe ne sera considéré comme donné qu'au moment où cette administration compétente aura déclaré au Secrétaire général que les autorisations ou les approbations requises ont été obtenues. L'accord entre les administrations compétentes fixera la date d'entrée en vigueur de l'annexe modifiée et pourra prévoir que, pendant une période transitoire, l'ancienne annexe restera en vigueur, en tout ou en partie, simultanément avec l'annexe modifiée.

Article 24.

Outre les notifications prévues aux articles 22 et 23 du présent Accord, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifiera aux Etats visés au paragraphe 1 de l'article 16 du présent Accord

a) les ratifications et adhésions en vertu de l'article 16 du présent Accord,

b) les dates auxquelles le présent Accord entrera en vigueur conformément à l'article 16 du présent Accord,

c) les dénonciations en vertu de l'article 17 du présent Accord,

d) l'abrogation du présent Accord conformément à l'article 18 du présent Accord,

e) les notifications reçues conformément à l'article 19 du présent Accord,

f) les déclarations et notifications reçues conformément à l'article 21 du présent Accord,

g) l'entrée en vigueur de tout amendement conformément à l'article 23 du présent Accord.

ARTICLE 25.

Le Protocole de signature du présent Accord aura les mêmes force, valeur et durée que le présent Accord lui-même dont il sera considéré comme faisant partie intégrante.

ARTICLE 26.

Après le 31 mars 1971, l'original du présent Accord sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en transmettra des copies certifiées conformes à chacun des Etats visés au paragraphe 1 de l'article 16 du présent Accord.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé le présent Accord.

FAIT à Genève, le premier juillet mil neuf cent soixante-dix, en un seul exemplaire, en langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi.

Austria - Autriche:
Sous réserve de ratification (1)
Eugen F. BURESCH
31 janvier 1971

Belgium - Belgique:
Sous réserve de ratification (1)
J. P. van BELLINGHEN
15 janvier 1971

Federal Republic of Germany - Republique Federale d'Allemagne:
Sous réserve de ratification (1)
Swidbert SCHNIPPENKOETTER
23-12-70

France:
Le 20 janvier 1971
FERNAND-LAURENT

(1) Subject to ratification.

Italy - Italie:

Giorgio SMOQUINA
29 mars 1971

Luxembourg:

Sous réserve de ratification (1)
R. LOGELIN
2 février 1971

Netherlands - Pays-Bas:

MOEREL
26-III-'71 (2)

Norway - Norvege:

Subject to ratification (3)
Magne REED
16-3-1971

Poland - Pologne:

Subject to ratification and under reservation that the Polish People's Republic does not consider itself bound by article 20, paragraphs 2 and 3, of the present Agreement. (4) (5)
W. NATORF
24 th March, 1971

Portugal:

F. de ALCAMBAR PEREIRA
30 mars 1971

Sweden - Suede:

E. von SYDOW
Subject to ratification (3)
19 January 1971

Switzerland - Suisse:

Jean HUMBERT
Sous réserve de ratification (1)
24 mars 1971

---

(1) Subject to ratification.

(2) With a declaration that the Government of the Netherlands will ratify the Agreement only after the law of the European Economic Community conforms to the provisions of the latter.

Avec déclaration aux termes de laquelle le Gouvernement néerlandais ratifiera l'Accord seulement quand le droit de la Communauté économique européenne sera en accord avec les dispositions de ce dernier.

(3) Sous réserve de ratification.

(4) Sous réserve de ratification et avec la réserve que la République populaire de Pologne ne se considère pas liée par l'article 20, paragraphes 2 et 3, du présent Accord.

(5) Under a separate declaration, « the Polish People's Republic considers that the Agreement... should be open for participation to all European countries without any discrimination. »

Aux termes d'une déclaration distincte, la République populaire de Pologne estime que l'Accord devrait être ouvert à la participation de tous les pays européens sans aucune discrimination.

United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland — Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

Eugene MELVILLE

25 March 1971 (1)

(1) In a notification made under article 19 (1) of the Agreement and dated on 25 March 1971 the Government of the United Kingdom informed the Secretary-General of the United Nations that the validity of the Agreement would extend to the Isle of Man.
Suivant notification faite en vertu de l'article 19, paragraphe 1, et datée du 25 mars 1971, le Gouvernement du Royaume-Uni a informé le Secrétaire général que l'Accord serait également valable pour l'Ile de Man.

ANNEXE

LIVRET INDIVIDUEL DE CONTROLE

DISPOSITIONS GENERALES

Rappel des dispositions réglementaires

1. Il est désirable que le livret individuel de contrôle contienne un rappel des dispositions principales à respecter par le membre d'équipage.

Numérotage du livret

2. Le livret de contrôle sera numéroté par perforation ou impression.

Format du livret

3. Le format du livret individuel de contrôle sera le format standard A.6 (105 x 148 mm) ou un format plus grand.

Signature du livret

4. La signature du membre d'équipage figurera, à la fois, sur le feuillet quotidien et sur le rapport hebdomadaire. La signature de l'employeur figurera sur le rapport hebdomadaire.

Contenu du livret

5. Sous réserve des dispositions du paragraphe 7 ci-après, le livret individuel de contrôle sera conforme au modèle ci-joint; il comprendra:

a) une page de couverture;
b) des instructions pour la tenue du livret;
c) des feuillets quotidiens;
d) un exemple de feuillet quotidien rempli;
e) des rapports hebdomadaires.

6. Chaque Partie contractante fixe, pour les livrets délivrés sur son territoire, la manière selon laquelle le membre d'équipage doit faire figurer les périodes de ses activités professionnelles autres que les périodes de conduite. A cette fin, chaque Partie contractante peut choisir l'une des manières suivantes:

a) les périodes d'activités professionnelles autres que la conduite, seront relevées sous le symbole ⧄ sans distinction entre périodes consacrées à des travaux effectifs et autres périodes de service;

b) les périodes d'activités professionnelles autres que la conduite, seront relevées en distinguant

sous le symbole ⚒ les travaux effectifs autres que la conduite,

sous le symbole ⧄ les périodes de service autres que celles visées par les symboles ⊕ et ⚒

7. Chaque Partie contractante peut prescrire pour les livrets individuels de contrôle délivrés sur son territoire:

a) l'établissement sur une seule bande, portant sur la période de 0 à 24 heures, du diagramme qui figure au feuillet quotidien;

b) la tenue du feuillet quotidien en plus d'un exemplaire;

c) des indications ou rubriques additionnelles ou des variantes, à condition que la présentation générale du livret ne soit pas modifiée et que les numéros ou lettres majuscules en regard des rubriques qui figurent au modèle qui suit soient inchangés:

d) toute modification ou indication complémentaire que les dispositions arrêtées en application du paragraphe 6 ci-dessus rendraient nécessaires en ce qui concerne les symboles correspondant aux rubriques 7 ⧄ , 7a ⚒ , 14 ⧄ et 14a ⚒ du feuillet quotidien;

e) de ne pas remplir les cases en regard des rubriques Ha, Hb et/ou I du rapport hebdomadaire;

f) de détacher les feuillets quotidiens datant de plus de deux semaines.

MODÈLE DE LIVRET INDIVIDUEL DE CONTROLE

a) PAGE DE COUVERTURE

I. **LIVRET INDIVIDUEL DE CONTROLE POUR LES MEMBRES D'EQUIPAGE DES TRANSPORTS ROUTIERS**

II. Pays: ....

III. Première date d'utilisation du livret: .... 19..........

IV. Dernière date d'utilisation du livret: .... 19..........

V. Nom, prénom(s), date de naissance et adresse du titulaire du livret:

....

....

VI. Nom, adresse, No de téléphone et éventuellement timbre de l'entreprise:

....

....

....

....

Livret No ....

b) INSTRUCTIONS

INSTRUCTIONS POUR LA TENUE DU LIVRET INDIVIDUEL DE CONTROLE

1. Ce livret individuel de contrôle est delivré conformément à (indication de la législation ou des législations pertinentes)

....

A l'intention de l'entreprise

2. Après avoir rempli les rubriques V et VI de la page de couverture, remettez un livret à tout membre d'équipage conformément à la législation ou aux législations indiquées au paragraphe 1 ci-dessus.

3. Portez sur un registre les noms des personnes à qui un livret aura été remis, en indiquant le numéro matricule de chaque livret et la date de remise. Exigez l'émargement du titulaire sur ce registre.

4. Donnez au titulaire toutes les indications utiles à une tenue correcte du livret.

5. Examinez chaque semaine ou, en cas d'empêchement, au plus tôt, les feuillets quotidiens et le rapport hebdomadaire. Signez le rapport hebdomadaire.

6. Retirez les livrets utilisés, compte tenu du délai fixé au paragraphe 9 ci-après, et tenez-les à la disposition des agents chargés du contrôle, pendant une période de douze mois au moins. Inscrivez dans le registre mentionné au paragraphe 3 ci-dessus la date du dernier feuillet quotidien.

A l'intention du membre d'équipage

7. Ce livret de contrôle vous est personnel. Vous devez l'avoir en votre possession lorsque vous êtes en service et le présenter à la demande des agents chargés du contrôle. Remettez le livret de contrôle à votre employeur lorsque vous quittez l'entreprise.

8. Présentez-le à votre employeur chaque semaine ou, en cas d'empêchement, au plus tôt, pour qu'il puisse vérifier vos inscriptions et signer le rapport hebdomadaire.

9. Lorsque le livret est terminé, gardez-le deux semaines afin de pouvoir le présenter à tout moment aux agents chargés du contrôle. Remettez-le ensuite, aussitôt que possible, à votre employeur. Gardez un double des rapports hebdomadaires.

Couverture

10. Vérifiez si vos nom, prénom(s), date de naissance et adresse sont inscrits correctement (rubrique V).

11. Inscrivez la date à laquelle vous utilisez ce livret pour la première fois (rubrique III).

12. Après usage, inscrivez la dernière date d'utilisation (rubrique IV).

Feuillet quotidien

13. Remplissez un feuillet quotidien pour toute journée au cours de laquelle vous avez été employé comme membre d'équipage.

14. Inscrivez dans la case 2 le numéro d'immatriculation de tout véhicule utilisé pendant la journée.

15. Les symboles utilisés ont la signification suivante:

durée totale du repos journalier précédant la prise de service

repos journalier

période hors service

période de conduite

(1ère variante)(*)

⧄ période d'activités professionnelles autres que la conduite

(2ème variante)(*)

⚒ travaux effectifs autres que la conduite;

⧄ périodes de service autres que celles visées par les symboles et ⚒

16. Indiquez votre période de repos journalier (symbole), vos périodes hors service (symbole) et le temps pendant lequel vous êtes occupé aux activités représentées par les symboles (première variante)(*) des rubriques 6 et 7 ⧄, (deuxième variante)(*) 6 , 7 ⧄ et 7a ⚒, en tirant une ligne horizontale sous les heures correspondantes et en regard des symboles correspondants, et en reliant les lignes horizontales aux

(*) La variante utilisée dépendra du choix fait par la Partie contractante conformément au paragraphe 6 des Despositions Generales. Seule la variante ainsi choisie apparaîtra sur les livrets individuels de contrôle.

lignes verticales. Il y aura ainsi une ligne continue sur toute la longueur de la bande (voir exemple dans le livret).

17. Les inscriptions doivent être faites au commencement et à la fin de chaque période à laquelle elles se rapportent.

18. Dans la case 16 (« Observations »), inscrivez, le cas échéant, le nom du deuxième conducteur. En outre, cette case peut être utilisée pour expliquer une violation éventuelle des prescriptions ou pour rectifier les indications figurant dans d'autres cases (voir paragraphe 25). L'employeur ou les agents chargés du contrôle peuvent également y inscrire leurs observations.

19. Dans la case 12, indiquez le nombre d'heures de repos ininterrompu (repos journalier) précédant immédiatement la prise de service. Si cette période chevauche sur deux jours, le chiffre représentera le total de la période de repos de la fin de la journée précédente et de la période de repos du début de la journée à laquelle se rapporte le feuillet.

20. Avant le départ, inscrivez dans la case 11 « Début de service » le kilométrage selon le compteur kilométrique; à la fin du service, inscrivez dans la case 11 « Fin de service » le nouveau kilométrage et notez le parcours total.

21. Signez le feuillet quotidien.

Rapport hebdomadaire

22. Ce rapport doit être établi à l'issue de toute période hebdomadaire ayant comporté l'établissement d'un ou de plusieurs feuillets quotidiens. Pour les jours où vous avez été en service sans être membre d'équipage, c'est-à-dire lorsqu'il n'y avait pas lieu d'établir un feuillet quotidien, inscrivez le chiffre « 0 » dans la case G et la durée des périodes de service dans les cases Ha et Hb; si vous n'avez pas exercé une des activités prévues, inscrivez le chiffre « 0 » dans la case appropriée. Pour les jours où vous n'avez pas été en service, inscrivez le chiffre « 0 » dans les cases G, Ha et Hb, et ajoutez une explication telle que « en vacances », « jour de congé ».

23. Reportez dans les cases F et G les chiffres figurant dans les cases 12 et 13 des feuillets quotidiens correspondants.

Instruction complémentaire pour le cas où la législation nationale oblige les membres d'équipage à ne tenir un livret individuel de contrôle que pour les transports internationaux.

24. Avant d'entreprendre un transport international, il y a lieu de porter dans les feuillets quotidiens, pour les sept jours précédant celui du commencement de ce transport, dans les cases 12 et 13, les mentions relatives aux durées totales des repos ininterrompus précédant la prise de service et aux périodes de conduite journalière, ou de remplir un rapport hebdomadaire pour ces sept jours.

Observations générales

25. Il ne peut être fait sur le livret ni grattage, ni rature, ni surcharge; les erreurs, même simplement matérielles, sont à rectifier sous la rubrique « Observations » (case 16).

26. Aucun feuillet ne doit être détruit.

27. Toutes les inscriptions doivent être faites à l'encre.

c) FEUILLET QUOTIDIEN

Livret No

2. Nº d immatriculation du(des) véhicule(s)	1. FEUILLET QUOTIDIEN No	3. Jour et date

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
4												
5												
6												
7												
7a												

	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24
4												
5												
6												
7												
7a												

8. Lieu de prise de service :   9. Lieu de cessation de service :

10. Transport de marchandises.
Poids maximal autorisé de l'ensemble de véhicules */ (le cas échéant) :

10a. Transport de voyageurs.
Régime de repos journalier choisi :

11. Compteur kilométrique : Fin de service : km / miles
Début de service : km / miles
Parcours total .... km / miles

16. Observations et signature :

	Nombre d heures
12.	
13.	
14.	
14a.	
15. Total 13 + 14 + 14a le cas échéant	

*/ Train routier ou véhicule articulé.

d) EXEMPLE DE FEUILLET QUOTIDIEN REMPLI

2. N° d'immatriculation du(des) véhicule(s)	1. FEUILLET QUOTIDIEN	3. Jour et date
3.462 HB 75	No 21	Mardi 15 Septembre 1972

Livret No 45

Grille horaire 1–12 et 13–24, lignes : 4 (repos), 5, 6, 7, 7a

8. Lieu de prise de service : PARIS 9. Lieu de cessation de service : ANVERS

10. Transport de marchandises.
Poids maximal autorisé de l'ensemble de véhicules ª/ (le cas échéant) : 19T

10a. Transport de voyageurs.
Régime de repos journalier choisi : (10")

11. Compteur kilométrique : Fin de service : 91 430 km / ~~miles~~
Début de service : 91 090 km / ~~miles~~
Parcours total .... 340 km / ~~miles~~

16. Observations et signature :

		Nombre d'heures
12.	(repos)	12
13.	(conduite)	6½
14.	(disponibilité)	½
14a.	(autres travaux)	2½
15. Total 13 + 14 + 14a le cas échéant		9½

ª/Train routier ou véhicule articulé.

Note 1. - En pratique, les cases en regard des rubriques 10 et 10a ne seront remplies toutes deux sur un même feuillet quotidien que dans les cas où un membre d'équipage aurait effectué le même jour à la fois un transport de voyageurs et un transport de marchandises. Dans la case 10a (remplie seulement par les membres d'équipage de véhicules destinés au transport de voyageurs), il faut inscrire « 10 h » ou « 11 h », selon le système de repos journalier s'appliquant au membre d'équipage.

Note 2. - Dans le case 12, le fait d'indiquer 12 heures de durée totale de repos ininterrompu précédant la prise de service, signifie que le chauffeur a terminé son travail la veille à 19 heures. En effet, an ajoutant aux 7 heures indiquées dans la case 4, les 5 heures comprises entre 19 et 24 heures la veille, on arrive à un totale de 12 heures.

e) RAPPORT HEBDOMADAIRE

A. Nom et prénom(s) du membre de l'équipage

....

B. **RAPPORT HEBDOMADAIRE**

C. Du .... au ....19.... inclus

									J. Total de la période hebdomadaire :
D. Jours de la période hebdomadaire									
E. Feuillet quotidien n°									
F.									
Durée des activités professionnelles	G.								
	Ha.								
	Hb.								
	I G + Ha + Hb								

K. Observations : ....

....

....

L. Date du repos hebdomadaire précédent : ....

M. Signature du membre de l'équipage : ....

N. Signature de l'employeur : ....

Livret No ....

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de l'Accord européen relatif au travail des équipages des véhicules effectuant des transports internationaux par route, les soussignés, dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit:

Les Parties contractantes déclarent que le présent Accord ne préjuge pas les dispositions qui pourront être, le cas échéant, élaborées ultérieurement en matière de durée du travail et d'amplitude de la journée de travail.

ad article 4 de l'Accord

Les dispositions du paragraphe 1 de cet article ne doivent pas être interprétées comme rendant applicables hors de l'Etat d'immatriculation du véhicule effectuant le transport les interdictions de circulation, certains jours ou à certaines heures, qui peuvent exister dans cet Etat pour certaines catégories de véhicules. Les dispositions du paragraphe 2 de cet article ne doivent pas être interprétées comme empêchant une Partie contractante d'imposer sur son territoire le respect des dispositions de sa législation nationale qui interdisent, certains jours ou à certaines heures, la circulation de certaines catégories de véhicules.

Toute Partie contractante, Partie à un accord particulier, tel que le prevoit le paragraphe 2 de l'article 4 du présent Accord, et qui autoriserait l'exécution de transports internationaux commençant et se terminant sur le territoire des Parties audit accord particulier par des véhicules immatriculés sur le territoire d'un Etat qui est Partie contractante à l'AETR mais qui n'est pas Partie audit accord particulier, pourra poser comme condition de la conclusion d'accords bilatéraux ou multilatéraux autorisant ces transports, que les équipages effectuant les transports en cause se conforment, sur le territoire des Etats Parties à l'accord particulier, aux dispositions de ce dernier.

ad article 12 de l'Accord

Les soussignés s'engagent à discuter, une fois l'Accord en vigueur, l'incorporation dans l'Accord, par voie d'amendement, d'une clause prévoyant l'emploi d'un appareil de contrôle de type homologué, placé sur le véhicule, qui remplacerait dans la mesure du possible le livret individuel de contrôle.

ad article 14 de l'Accord

Les Parties contractantes reconnaissent qu'il est désirable:

— que chaque Partie contractante prenne les mesures nécessaires pour être à même de poursuivre les infractions aux dispositions de l'Accord non seulement quand elles sont commises sur son territoire, mais aussi quand elles sont commises sur le territoire d'un autre Etat au cours d'un transport international par route effectué par un véhicule qu'elle a immatriculé;

— qu'elles s'accordent une aide mutuelle pour sanctionner les infractions commises.

ad annexe à l'Accord

Par dérogation au paragraphe 4 des dispositions générales de l'annexe au présent Accord, la Suisse pourra ne pas exiger que les employeurs signent les rapports hebdomadaires du livret individuel de contrôle.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Genève, le premier juillet mil neuf cent soixante-dix, en un seul exemplaire, en langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi.

Austria - Autriche:
Sous réserve de ratification (1)
Eugen F. BURESCH
31 mars 1971

Belgium - Belgique:
Sous réserve de ratification (1)
J. P. van BELLINGHEN
15 janvier 1971

Federal Republic of Germany - Republique Federale d'Allemagne:
Subject to ratification (2)
Swidbert SCHNIPPENKOETTER
23-12-70

France:
Le 20 janvier 1971
FERNAND-LAURENT

Italy-Italie:
Giorgio SMOQUINA
29 mars 1971

Luxembourg:
Sous réserve de ratification (1)
R. LOGELIN
2 février 1971

Netherlands - Pays-Bas:
MOEREL
26-III-'71

Norway - Norvege:
Subject to ratification (2)
Magne REED
16-3-1971

Poland - Pologne:
Subject to ratification (2)
W. NATORE
24 th March 1971

---

(1) Subject to ratification.
(2) Sous réserve de ratification.

Portugal:

F. de ALCAMBAR PEREIRA
30 mars 1971

Sweden - Suede:

E. von SYDOW
Subject to ratification (1)
19 January 1971

Switzerland - Suisse:

Jean HUMBERT
Sujet à ratification (2)
24 mars 1971

United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland - Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

Eugene MELVILLE
25 March 1971

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
RUMOR

---

(1) Sous réserve de ratification.
(2) Subject to ratification.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nell'accordo.

ACCORDO
europeo relativo alle prestazioni lavorative degli equipaggi dei veicoli addetti ai trasporti internazionali su strada (AETR)

Le Parti contraenti,

Desiderose di favorire lo sviluppo e il miglioramento dei trasporti internazionali su strada di viaggiatori e di merci,

Convinte della necessità di accrescere la sicurezza della circolazione stradale, di regolamentare alcune condizioni delle prestazioni lavorative nei trasporti internazionali su strada conformemente ai princìpi dell'Organizzazione Internazionale del Lavoro e di concordare alcune misure per assicurare il rispetto di una tale regolamentazione,

Hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO 1.

Definizioni.

Ai sensi del presente Accordo, si intende:

a) per « veicolo », ogni automobile o rimorchio; tale termine comprende ogni complesso di veicoli;

b) per « automobile », ogni veicolo provvisto di un motore a propulsione, circolante su strada per proprio mezzo e che serve normalmente al trasporto su strada di persone o di merci o alla trazione su strada di veicoli utilizzati per il trasporto di persone o di merci; tale termine non comprende i trattori agricoli;

c) per « rimorchio », ogni veicolo destinato ad essere agganciato a un'automobile; tale termine comprende i semi-rimorchi;

d) per « semi-rimorchio », ogni rimorchio destinato ad essere agganciato a un'automobile in modo tale che in parte poggi su di essa e che una parte considerevole del suo peso e del peso del suo carico sia sopportato da detta automobile;

e) per « complesso di veicoli », i veicoli agganciati che circolano su strada come una sola unità;

f) per « peso massimo autorizzato », il peso massimo del veicolo carico, dichiarato ammissibile dall'autorità competente dello Stato nel quale il veicolo è immatricolato;

g) per « trasporto su strada »,

1) ogni spostamento su strada di un veicolo, vuoto o carico, destinato al trasporto di persone e che disponga di più di otto posti a sedere oltre al posto del conducente;

ii) ogni spostamento su strada di un veicolo, vuoto o carico, destinato al trasporto di merci;

iii) ogni spostamento che comporta ad un tempo uno spostamento indicato nei punti i) o ii) della presente definizione e, immediatamente prima o dopo detto spostamento, il trasporto del veicolo per mare, per ferrovia, per via aerea o per via navigabile;

h) per « trasporto internazionale su strada », ogni trasporto su strada che comporta l'attraversamento di almeno una frontiera;

i) per « servizi regolari di viaggiatori », i servizi che assicurano il trasporto di persone effettuato in base ad una frequenza e ad un rapporto determinato, in quanto tali servizi possono prendere e depositare persone a fermate preventivamente fissate.

Un regolamento di esercizio oppure documenti sostitutivi, approvati dalle autorità competenti delle Parti Contraenti e pubblicati dal trasportatore prima della loro applicazione, definiscono le condizioni di trasporto, in particolare la frequenza, gli orari, le tariffe e l'obbligo di trasportare, nella misura in cui tali condizioni non siano precisate da un testo legale o da un regolamento.

Chiunque sia l'organizzatore dei trasporti, vengono ugualmente considerati come servizi regolari quei servizi che assicurano il trasporto di categorie determinate di persone escludendo altri viaggiatori, nella misura in cui tali servizi vengano effettuati alle condizioni indicate nel primo comma della presente definizione, per esempio servizi che assicurino il trasporto dei viaggiatori al luogo di lavoro e da quest'ultimo al loro domicilio, oppure il trasporto degli scolari agli istituti di insegnamento e da questi ultimi al loro domicilio.

j) per « conducente », ogni persona, salariata o no, che conduce il veicolo, anche per un periodo breve, oppure che si trova a bordo del veicolo per poterlo condurre, se del caso;

k) per « membro dell'equipaggio » oppure « membro di equipaggio », il conducente o una delle persone seguenti, sia che il conducente o dette persone siano salariati o no:

i) l'assistente alla guida, cioè colui che accompagna il conducente al fine di assisterlo in alcune manovre e che prende abitualmente parte effettiva alle operazioni di trasporto, senza essere un conducente ai sensi del paragrafo *j*) del presente articolo;

ii) un fattorino, cioè colui che accompagna il conducente di un veicolo che trasporta persone e che di solito è incaricato di rilasciare o di controllare i biglietti o altri documenti che diano diritto ai passeggeri di viaggiare sul veicolo;

l) per « settimana », qualsiasi periodo di sette giorni consecutivi;

m) per « riposo giornaliero », qualsiasi periodo ininterrotto conforme alle disposizioni dell'articolo 6 del presente Accordo, durante il quale un membro dell'equipaggio può disporre liberamente del suo tempo;

n) per « periodo fuori servizio », qualsiasi periodo ininterrotto di almeno 15 minuti all'infuori del riposo giornaliero, durante il quale un membro dell'equipaggio può disporre liberamente del suo tempo;

o) per « attività professionali », le attività rappresentate sotto i simboli delle voci 6, 7 e 7a del foglio quotidiano del libretto individuale di controllo che figura nell'Allegato al presente Accordo.

ARTICOLO 2.

Campo di applicazione.

1. Il presente Accordo si applica sul territorio di ciascuna Parte Contraente a qualsiasi trasporto internazionale su strada effettuato da qualsiasi veicolo immatricolato sul territorio di detta Parte Contraente o sul territorio di qualsiasi altra Parte Contraente.

2. Tuttavia,

a) se, nel corso di un trasporto internazionale su strada, uno o più membri dell'equipaggio non escono dal territorio nazionale in cui esercitano normalmente le loro attività professionali, la Parte Contraente da cui dipende questo territorio non può non applicare le disposizioni del presente Accordo nei confronti di quel o quei membri dell'equipaggio;

b) salvo accordo contrario intercorso fra le Parti Contraenti sul cui territorio avviene il transito, il presente Accordo non si applica ai trasporti internazionali su strada di merci effettuati da un veicolo il cui peso massimo autorizzato non ecceda le 3,5 tonnellate;

c) due Parti Contraenti i cui territori sono limitrofi possono concordare che le disposizioni della legislazione nazionale dello Stato in cui è immatricolato il veicolo, nonché quelle delle sentenze arbitrali e delle convenzioni collettive in vigore in detto Stato, siano le sole applicabili ai trasporti internazionali su strada limitati ai loro due territori allorché il veicolo in questione:

– non esca, su uno di detti territori, da una zona contigua alla frontiera, definita come zona di frontiera per comune accordo fra le due Parti Contraenti, o

– non percorra che in transito uno di detti territori;

d) le Parti Contraenti possono convenire che le disposizioni della legislazione nazionale dello Stato in cui è immatricolato il veicolo, nonché quelle delle sentenze arbitrali e delle convenzioni collettive in vigore di detto Stato, siano le sole applicabili a certi trasporti internazionali su strada – limitati ai loro territori e il cui percorso, a partire dal punto di partenza fino al punto d'arrivo del veicolo, sia inferiore ai 100 chilometri, – nonché ai servizi regolari di viaggiatori.

ARTICOLO 3.

Applicazione di alcune disposizioni dell'Accordo ai trasporti su strada effettuati da veicoli provenienti da Stati non Parti Contraenti.

1. Ciascuna Parte Contraente applicherà sul suo territorio, nei confronti dei trasporti internazionali su strada effettuati da qualsiasi veicolo immatricolato sul territorio di uno Stato non Parte Contraente del presente Accordo, disposizioni per lo meno altrettanto rigide di quelle previste dagli articoli 5, 6, 7, 8, 9, 10, e 11 del presente Accordo e dai paragrafi 1, 2, 6 e 7 dell'articolo 12 del presente Accordo.

2. Tuttavia, ogni Parte Contraente potrà non applicare le disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo:

a) ai trasporti internazionali su strada di merci effettuati da un veicolo il cui peso massimo autorizzato non ecceda le 3,5 tonnellate;

b) ai trasporti internazionali su strada limitati al proprio territorio e a quello di uno Stato limitrofo non Parte Contraente del presente Accordo qualora il veicolo in questione non esca, sul suo territorio, da una zona contigua alla frontiera, definita come zona di frontiera o qualora esso non tocchi il suo territorio che in transito.

ARTICOLO 4.

Principii generali.

1. Nel corso di qualsiasi trasporto internazionale su strada cui si applica il presente Accordo, l'impresa e i membri dell'equipaggio dovranno osservare, per quanto riguarda i periodi di riposo e di guida, e per quanto riguarda la composizione dell'equipaggio, le norme fissate dalla legislazione nazionale per la regione dello Stato in cui il membro dell'equipaggio esercita di norma le sue attività professionali, nonché dalle sentenze arbitrali e dalle convenzioni collettive in vigore in detta regione, essendo il computo della durata dei periodi di riposo e di guida effettuato in conformità con detta legislazione, con le sentenze arbitrali e con le convenzioni collettive. Nella misura in cui le norme così applicabili non siano almeno altrettanto rigide di quelle degli articoli 6, 7, 8, 9, 10 e 11 del presente Accordo, devono essere rispettate queste ultime.

2. Salvo accordi particolari tra le Parti Contraenti in causa o salvo nella misura in cui, in applicazione del paragrafo 2 dell'articolo 2 del presente Accordo, talune disposizioni del presente Accordo non vengano applicate, nessuna Parte Contraente imporrà il rispetto delle norme della propria legislazione nazionale riguardanti le materie trattate nel presente Accordo alle imprese di un'altra Parte Contraente o ai membri dell'equipaggio dei veicoli immatricolati da un'altra Parte Contraente, quando tali norme siano più rigide di quelle risultanti dal presente Accordo.

ARTICOLO 5.

Requisiti richiesti ai conducenti.

1. L'età minima dei conducenti adibiti al trasporto internazionale su strada di merci deve essere:

a) per i veicoli il cui peso massimo autorizzato è inferiore o uguale a 7,5 tonnellate, di 18 anni compiuti;

b) per gli altri veicoli:

i) di 21 anni compiuti; o

ii) di 18 anni compiuti, a condizione che l'interessato possegga un certificato di attitudine professionale, riconosciuto dalla Parte Contraente sul territorio della quale il veicolo è immatricolato, dal quale si rilevi l'acquisizione della qualifica di conducente di veicoli destinati al trasporto di merci su strada. Tuttavia, nel caso di conducenti aventi meno di 21 anni compiuti, ogni Parte Contraente può:

– proibire loro la guida di tali veicoli sul proprio territorio anche se essi posseggono il certificato sopra citato; o

– consentire tale guida solo ai possessori di certificati di cui abbia accertato che sono stati rilasciati dopo l'acquisizione della qua-

lifica di conducente di veicoli destinati a trasporti di merci su strada equivalente a quella prevista dalla propria legislazione nazionale.

2. Se, in virtù delle disposizioni dell'articolo 10 del presente Accordo, a bordo del veicolo devono trovarsi due conducenti, uno di essi deve avere 21 anni compiuti.

3. L'età minima dei conducenti destinati al trasporto internazionale su strada di viaggiatori è fissata a 21 anni compiuti.

4. I conducenti di veicoli devono essere seri e degni di fiducia. Devono possedere un'esperienza sufficiente e le qualifiche indispensabili all'esecuzione dei servizi richiesti.

ARTICOLO 6.

Riposo giornaliero.

1. *a*) Ad eccezione dei casi menzionati nei paragrafi 3 e 4 del presente articolo, ciascun membro di equipaggio destinato al trasporto internazionale su strada di merci deve aver beneficiato di un riposo giornaliero di almeno 11 ore consecutive, nel corso del periodo di 24 ore precedente il momento in cui egli esercita una delle sue attività professionali.

b) Il riposo giornaliero indicato nel comma *a*) del presente paragrafo può essere ridotto fino a 9 ore consecutive, al massimo due volte nel corso di una settimana, a condizione che il riposo possa essere preso nel luogo di residenza abituale del membro dell'equipaggio, oppure fino a 8 ore consecutive, al massimo due volte nel corso di una settimana, nel caso in cui il riposo non possa, per motivi di servizio, essere preso nel luogo di residenza abituale del membro dell'equipaggio.

2. *a*) Ad eccezione dei casi contemplati nei paragrafi 3 e 4 del presente articolo, ogni membro dell'equipaggio addetto a un trasporto internazionale su strada di viaggiatori deve avere beneficiato, nel corso del periodo di 24 ore precedenti il momento in cui esercita una delle sue attività professionali:

i) sia di un riposo giornaliero di almeno 10 ore consecutive, senza possibilità di riduzione nel corso della settimana,

ii) sia di un riposo giornaliero di almeno 11 ore consecutive, potendo questo essere ridotto due volte la settimana fino a 10 ore consecutive e due volte la settimana fino a 9 ore consecutive a condizione che in questi ultimi due casi il servizio comporti una interruzione prevista dall'orario di almeno 4 ore consecutive o due interruzioni previste dall'orario di almeno 2 ore consecutive, e che nel corso di tali interruzioni, il membro dell'equipaggio non eserciti alcuna delle sue attività professionali o qualsiasi altro lavoro a titolo professionale.

b) Il libretto individuale di controllo contemplato dall'articolo 12 del presente Accordo deve contenere indicazioni che permettano di identificare il regime di riposo giornaliero di cui il membro di un equipaggio addetto ai trasporti internazionali su strada di viaggiatori benefici per la settimana in corso.

3. Se vi sono due conducenti a bordo e se il veicolo non è dotato di cuccette che permettano ai membri dell'equipaggio di di-

stendersi in modo confortevole, ogni membro dell'equipaggio deve aver beneficiato di un riposo giornaliero di almeno 10 ore consecutive durante il periodo di 27 ore precedenti il momento in cui eserciti una delle sue attività professionali.

4. Se vi sono due conducenti a bordo e se il veicolo ha una cuccetta che consenta ai membri dell'equipaggio di distendersi in maniera confortevole, ciascun membro dell'equipaggio deve avere beneficiato di un riposo giornaliero di almeno 8 ore consecutive durante il periodo di 30 ore che precede il momento in cui esercita una delle sue attività professionali.

5. I periodi di riposo menzionati nel presente articolo saranno presi al di fuori del veicolo; tuttavia, se il veicolo ha una cuccetta che consenta ai membri dell'equipaggio di distendersi in maniera confortevole, tale riposo potrà essere preso su tale cuccetta, a condizione che il veicolo sia fermo.

Articolo 7.

Durata giornaliera di guida, durata massima di guida per settimana e durante due settimane consecutive.

1. La durata totale dei tempi di guida tra due periodi consecutivi di riposo giornaliero conformemente alle disposizioni dell'articolo 6 del presente Accordo, denominata qui di seguito « durata giornaliera di guida », non può superare le 8 ore.

2. Per i conducenti destinati a veicoli diversi da quelli indicati nell'articolo 10 del presente Accordo, la durata giornaliera di guida può essere portata, in deroga alle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, fino a 9 ore, al massimo due volte nel corso di una settimana.

3. La durata di guida non può superare né 48 ore nel corso di una settimana, né 92 ore nel corso di due settimane consecutive.

Articolo 8.

Durata massima di guida continuata.

1. *a)* Nessuna durata di guida continuata può superare le 4 ore, salvo nel caso in cui il conducente non sia in grado di raggiungere un luogo di fermata appropriato o il luogo di destinazione; il periodo di guida potrà in quel caso essere prolungato al massimo di 30 minuti, sempre che l'uso di una tale facoltà non comporti una infrazione delle disposizioni di cui all'articolo 7 del presente Accordo.

b) Viene considerata come continuata ogni durata di guida che viene interrotta solo per soste che non corrispondono almeno alle condizioni previste nei paragrafi 2 o 3 del presente articolo.

2. *a)* Per i conducenti addetti a veicoli menzionati nell'articolo 10 del presente Accordo, la guida deve essere interrotta per una durata di almeno un'ora al termine della durata contemplata nel paragrafo 1 del presente articolo.

b) Tale interruzione può essere sostituita da due interruzioni di almeno 30 minuti consecutivi ciascuna, intercalate nella durata giornaliera di guida in modo tale che sia assicurato il rispetto delle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo.

3. *a*) Per i conducenti addetti a veicoli diversi da quelli menzionati nell'articolo 10 del presente Accordo, e nel caso in cui la durata giornaliera di guida non superi le 8 ore, la guida deve essere interrotta, al termine della durata prevista nel paragrafo 1 del presente articolo, per una durata di almeno 30 minuti consecutivi.

b) Tale interruzione può essere sostituita da due interruzioni di almeno 20 minuti consecutivi ciascuna o da tre di almeno 15 minuti consecutivi ciascuna, che possono tutte essere intercalate nella durata di guida prevista nel paragrafo 1 del presente articolo, o inserirsi in parte all'interno di tale durata e in parte immediatamente dopo.

c) Quando la durata giornaliera di guida supera le 8 ore, il conducente è tenuto ad effettuare almeno due interruzioni di guida per 30 minuti consecutivi.

4. Nel corso delle interruzioni previste nei paragrafi 2 o 3 del presente articolo, il conducente non deve esercitare alcuna attività professionale che non sia la sorveglianza del veicolo e del suo carico. Tuttavia, se a bordo del veicolo vi sono due conducenti, è sufficiente, per soddisfare alle disposizioni dei paragrafi 2 o 3 del presente articolo, che il conducente che beneficia dell'interruzione di guida non eserciti nessuna delle attività raffigurate con un simbolo nella rubrica 7*a* del foglio quotidiano del libretto individuale di controllo previsto nell'articolo 12 del presente Accordo.

ARTICOLO 9.

Riposo settimanale.

1. Ogni membro dell'equipaggio deve beneficiare, in aggiunta ai riposi giornalieri previsti dall'articolo 6 del presente Accordo, di un riposo settimanale di almeno 24 ore consecutive, che dovrà essere preceduto o seguito immediatamente da un periodo di riposo giornaliero conformemente alle disposizioni del suddetto articolo 6.

2. *a*) Tuttavia, durante il periodo dal 1° aprile al 30 settembre incluso, il riposo settimanale previsto dal paragrafo 1 del presente articolo può essere sostituito, per i membri dell'equipaggio di veicoli destinati al trasporto internazionale su strada di viaggiatori, da un riposo di almeno 60 ore consecutive da prendere interamente prima del termine di ciascun periodo massimo di 14 giorni consecutivi. Tale riposo deve essere preceduto o seguito immediatamente da un periodo di riposo giornaliero conformemente alle disposizioni dell'articolo 6 del presente Accordo.

b) La disposizione del presente paragrafo non è applicabile ai membri dell'equipaggio di veicoli destinati ai servizi regolari di viaggiatori.

ARTICOLO 10.

Composizione dell'equipaggio.

Nel caso in cui si tratti di:

a) un complesso di veicoli che comporti più di un rimorchio o semi-rimorchio,

b) un complesso di veicoli destinato al trasporto di viaggiatori quando il peso massimo autorizzato del rimorchio o del semi-rimorchio supera le 5 tonnellate,

c) un complesso di veicoli destinato al trasporto di merci quando il peso massimo autorizzato del complesso dei veicoli supera le 20 tannellate,

il conducente deve essere accompagnato da un altro conducente sin dall'inizio del viaggio oppure essere sostituito da un altro conducente dopo 450 chilometri, se la distanza da percorrere tra due periodi consecutivi di riposo giornaliero supera 450 chilometri.

ARTICOLO 11.

Casi eccezionali.

A condizione di non compromettere la sicurezza della circolazione stradale, il conducente può derogare alle disposizioni degli articoli 6, 7, 8 e 10 del presente Accordo in caso di pericolo, in caso di forza maggiore, per portare soccorso o in seguito a un guasto, nella misura necessaria ad assicurare la sicurezza delle persone, del veicolo e del suo carico ed a consentirgli di raggiungere un luogo di fermata appropriato o, secondo le circostanze, il termine del suo viaggio. Il conducente deve menzionare il genere e il motivo della deroga nel libretto individuale di controllo.

ARTICOLO 12.

Libretto individuale di controllo.

1. Ogni conducente o assistente alla guida segnerà in un libretto individuale di controllo a mano a mano che trascorre la giornata, le annotazioni relative alle sue attività professionali e alle sue ore di riposo. Egli porterà con sé questo libretto e lo presenterà ad ogni richiesta da parte degli agenti incaricati del controllo.

2. Le caratteristiche alle quali dovrà rispondere questo libretto e le norme da rispettare per la sua tenuta sono precisate nell'Allegato al presente Accordo.

3. Le Parti Contraenti adotteranno tutte le misure necessarie per il rilascio e il controllo dei libretti individuali di controllo e in particolare quelle misure indispensabili per evitare l'uso contemporaneo di due di detti libretti da parte dello stesso membro dell'equipaggio.

4. Ogni impresa terrà un registro dei libretti individuali di controllo che utilizza; tale registro conterrà almeno il nome del conducente o dell'assistente alla guida al quale il libretto è intestato, la sigla di detto conducente o assistente alla guida, il numero del li-

bretto, la data della sua consegna al conducente o all'assistente alla guida e la data dell'ultimo foglio giornaliero riempito dal conducente o dall'assistente alla guida prima della consegna definitiva del libretto all'impresa dopo l'uso.

5. Le imprese conserveranno i libretti utilizzati per un periodo di almeno dodici mesi dopo la data dell'ultima iscrizione e, a richiesta, li presenteranno insieme con i registri di consegna agli agenti incaricati del controllo.

6. Nel momento in cui comincia un trasporto internazionale su strada, ogni conducente o assistente alla guida deve essere in possesso di un libretto individuale di controllo, conformemente a quanto specificato nell'Allegato al presente Accordo, nel quale figurino i dati relativi ai sette giorni che hanno preceduto quello in cui comincia il trasporto. Tuttavia, se la legislazione nazionale dello Stato in cui il conducente o l'assistente alla guida esercita normalmente le sue attività professionali non prevede l'obbligo di utilizzare il libretto individuale di controllo, conformemente a quanto certificato nell'Allegato al presente Accordo, al di fuori dei trasporti internazionali su strada, sarà sufficiente che il libretto di controllo individuale, conformemente a quanto specificato nell'Allegato al presente Accordo, rechi sotto le voci 12 e 13 dei fogli giornalieri o nel rapporto settimanale i dati relativi ai « riposi ininterrotti precedenti le riprese di servizio » e ai « periodi giornalieri di guida » durante i sette giorni in questione.

7. Ciascuna Parte Contraente potrà esigere, nel caso di un veicolo immatricolato in uno Stato non Parte Contraente del presente Accordo, in luogo del libretto individuale di controllo conforme a quanto specificato nell'Allegato al presente Accordo, moduli redatti nella stessa forma dei fogli giornalieri di detto libretto.

ARTICOLO 13.

Controlli effettuati dall'impresa.

1. L'impresa deve organizzare il servizio di trasporto su strada in modo tale che i membri dell'equipaggio siano in grado di osservare le disposizioni del presente Accordo.

2. Essa deve sorvegliare regolarmente i periodi di guida e di altri lavori, nonché le ore di riposo, servendosi di tutti i documenti di cui dispone, come ad esempio i libretti individuali di controllo. Se essa constata infrazioni al presente Accordo, deve porvi fine senza indugio e adottare misure per evitare che si ripetano, ad esempio modificando gli orari e gli itinerari.

ARTICOLO 14.

Misure per assicurare l'applicazione dell'Accordo.

1. Ciascuna Parte Contraente adotterà tutte quelle misure appropriate perché sia assicurato il rispetto delle disposizioni del presente Accordo, in particolare mediante controlli effettuati sulle strade e nei locali delle imprese. Le amministrazioni competenti delle Parti Contraenti si terranno informate sulle misure generali adottate a tale scopo.

2. Le Parti Contraenti si forniranno aiuto reciproco al fine di una applicazione corretta del presente Accordo e di un controllo efficace; ciascuna Parte Contraente s'impegna particolarmente a far verificare, per mezzo di controlli per sondaggio dei libretti individuali di controllo, il rispetto delle norme del presente Accordo nel corso dei trasporti internazionali su strada effettuati da veicoli immatricolati sul suo territorio.

3. Nel caso in cui una Parte Contraente constata un'infrazione grave alle disposizioni del presente Accordo commessa da una persona residente sul territorio di un'altra Parte Contraente, l'amministrazione della prima Parte informerà l'amministrazione dell'altra Parte dell'infrazione constatata e, se del caso, della sanzione presa.

Articolo 15.

Disposizioni transitorie.

Se il presente Accordo entrerà in vigore, conformemente al paragrafo 4 dell'articolo 16, prima del 31 dicembre 1973, le Parti Contraenti hanno convenuto che, fino a quella data:

a) in deroga alle disposizioni dei paragrafi 1 e 2 dell'articolo 7 del presente Accordo, la durata totale dei tempi di guida (durata giornaliera di guida) fra due periodi consecutivi di riposo giornaliero conforme alle disposizioni dell'articolo 6 del presente Accordo non potrà superare le 9 ore, qualunque sia il veicolo o il complesso dei veicoli guidati;

b) qualsiasi riferimento fatto nel presente Accordo alle disposizioni dei paragrafi 1 e 2 dell'articolo 7 sarà interpretato come fatto alle disposizioni del punto *a*) del presente articolo.

Disposizioni finali

Articolo 16.

1. Il presente Accordo è aperto alla firma fino al 31 marzo 1971 e, dopo tale data, all'adesione degli Stati membri della Commissione Economica per l'Europa e degli Stati ammessi alla Commissione a titolo consultivo conformemente al paragrafo 8 del mandato di detta Commissione.

2. Il presente Accordo sarà ratificato.

3. Gli strumenti di ratifica o d'adesione saranno depositati presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

4. Il presente Accordo entrerà in vigore il centottantesimo giorno dopo il deposito dell'ottavo strumento di ratifica o d'adesione.

5. Per ciascuno Stato che ratificherà il presente Accordo o vi aderirà dopo il deposito dell'ottavo strumento di ratifica o d'adesione di cui al paragrafo 4 del presente articolo, il presente Accordo entrerà in vigore centottanta giorni dopo la data del deposito, da parte di detto Stato, del proprio strumento di ratifica o d'adesione.

ARTICOLO 17.

1. Qualsiasi Parte Contraente potrà denunciare il presente Accordo con notifica indirizzata al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

2. La denuncia avrà effetto sei mesi dopo la data in cui il Segretario Generale ne avrà ricevuto la notifica.

ARTICOLO 18.

Il presente Accordo cesserà di avere effetto se, dopo la sua entrata in vigore, il numero delle Parti Contraenti sarà inferiore a tre durante un qualsiasi periodo di dodici mesi consecutivi.

ARTICOLO 19.

1. Ogni Stato potrà, allorché firmerà il presente Accordo o al momento del deposito del proprio strumento di ratifica o d'adesione oppure in qualsiasi momento successivo, dichiarare, a mezzo di notifica indirizzata al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, che la validità del presente Accordo sarà estesa a tutti o a parte dei territori che esso rappresenta sul piano internazionale. Il presente Accordo si applicherà al territorio o ai territori menzionati nella notifica a decorrere dal centottantesimo giorno dopo la ricezione di detta notifica da parte del Segretario Generale o, qualora a tale data il presente Accordo non sia ancora entrato in vigore, a decorrere dalla sua entrata in vigore.

2. Qualsiasi Stato che avrà fatto, conformemente al paragrafo precedente, una dichiarazione avente lo scopo di rendere il presente Accordo applicabile a un territorio che esso rappresenta sul piano internazionale potrà, conformemente all'articolo 17 del presente Accordo, denunciare il presente Accordo per quel che concerne detto territorio.

ARTICOLO 20.

1. Qualsiasi controversia fra due o più Parti Contraenti che riguardi l'interpretazione o l'applicazione del presente Accordo sarà, per quanto possibile, regolata mediante negoziato fra le Parti in lite.

2. Qualsiasi controversia che non sia stata regolata mediante negoziato sarà sottoposta ad arbitraggio se lo domanderà una delle Parti Contraenti in lite e sarà, di conseguenza, devoluta a uno o più arbitri scelti di comune accordo dalle Parti in lite. Se, entro tre mesi a decorrere dalla richiesta di arbitraggio, le Parti in lite non riusciranno a mettersi d'accordo sulla scelta di un arbitro o degli arbitri, una qualsiasi di queste Parti potrà domandare al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite di designare un arbitro unico al quale sarà devoluta la controversia per una decisione.

3. La sentenza dell'arbitro o degli arbitri designati conformemente al paragrafo precedente sarà vincolante per le Parti Contraenti in lite.

ARTICOLO 21.

1. Ogni Stato potrà, al momento in cui firmerà o ratificherà il presente Accordo o vi aderirà, dichiarare che esso non si considera legato dai paragrafi 2 e 3 dell'articolo 20 del presente Accordo. Le altre Parti Contraenti non saranno legate da detti paragrafi nei confronti di qualsiasi Parte Contraente che avrà formulato una tale riserva.

2. Qualora, al momento del deposito del proprio strumento di ratifica o d'adesione, uno Stato formuli una riserva diversa da quella prevista nel paragrafo 1 del presente articolo, il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite comunicherà tale riserva agli Stati che hanno già depositato il loro strumento di ratifica o d'adesione e non abbiano successivamente denunciato il presente Accordo. La riserva sarà ritenuta accettata se, entro un termine di sei mesi a decorrere da detta comunicazione, nessuno di tali Stati si sia opposto alla sua ammissione. In caso contrario, la riserva non sarà ammessa e, se lo Stato che l'ha formulata non la ritira, il deposito dello strumento di ratifica o d'adesione di tale Stato non avra effetto. Per l'applicazione del presente paragrafo non si terrà conto dell'opposizione di Stati la cui adesione o ratifica sia senza effetto, in virtù del presente paragrafo, per il fatto che hanno formulato delle riserve.

3. Qualsiasi Parte Contraente la cui riserva sia stata adottata nel Protocollo di firma del presente Accordo o che abbia formulato una riserva conformemente al paragrafo 1 del presente articolo o fatto una riserva che sia stata accettata conformemente al paragrafo 2 del presente articolo, potrà, in qualsiasi momento, ritirare tale riserva mediante una notifica indirizzata al Segretario Generale.

ARTICOLO 22.

1. Trascorsi tre anni dalla data di entrata in vigore del presente Accordo, qualsiasi Parte Contraente potrà, mediante notifica indirizzata al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, richiedere la convocazione di una conferenza al fine di revisionare l'Accordo. Il Segretario Generale notificherà tale richiesta a tutte le Parti Contraenti e convocherà una conferenza di revisione se, entro un termine di quattro mesi a decorrere dalla notifica da lui inviata, almeno un terzo delle Parti Contraenti gli avranno comunicato il loro consenso a tale richiesta.

2. Qualora sia convocata una conferenza conformemente al paragrafo che precede, il Segretario Generale ne informerà tutte le Parti Contraenti e le inviterà a presentare, entro un termine di tre mesi, le proposte che esse desiderino di veder esaminate da parte della conferenza. Il Segretario Generale comunicherà a tutte le Parti Contraenti l'ordine del giorno provvisorio della conferenza, nonché il testo di tali proposte, almeno tre mesi prima della data d'inizio della conferenza.

3. Il Segretario Generale inviterà a ogni conferenza convocata conformemente al presente articolo tutti gli Stati di cui al paragrafo 1 dell'articolo 16 del presente Accordo.

ARTICOLO 23.

1. Qualsiasi Parte Contraente potrà proporre uno o più emendamenti al presente Accordo. Il testo di ogni progetto di emendamento sarà comunicato al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite che lo comunicherà a tutte le Parti Contraenti e lo porterà a conoscenza degli altri Stati di cui al paragrafo 1 dell'articolo 16 del presente Accordo.

2. Entro un termine di sei mesi a decorrere dalla data della comunicazione da parte del Segretario Generale del progetto di emendamento, qualsiasi Parte Contraente potrà far conoscere al Segretario Generale:

a) che ha un'obiezione circa l'emendamento proposto, o

b) che, pur intendendo accettare il progetto di emendamento, le condizioni necessarie a tale accettazione non siano state ancora soddisfatte nel proprio Stato.

3. Fintantoché una Parte Contraente che ha inviato la comunicazione prevista nel paragrafo 2 *b*) del presente articolo non avrà notificato la propria accettazione al Segretario Generale, essa potrà, entro un termine di nove mesi a decorrere dalla fine del termine di sei mesi previsto per l'invio della comunicazione, presentare un'obiezione all'emendamento proposto.

4. Se viene formulata un'obiezione al progetto di emendamento secondo le condizioni previste dai paragrafi 2 e 3 del presente articolo, l'emendamento sarà considerato come non accettato e non avrà effetto.

5. Se non viene formulata alcuna obiezione al progetto di emendamento secondo le condizioni previste dai paragrafi 2 e 3 del presente articolo, l'emendamento sarà considerato accettato alla data seguente:

a) se nessuna Parte Contraente ha inviato comunicazioni in applicazione del paragrafo 2 *b*) del presente articolo, alla fine del termine di sei mesi previsto dallo stesso paragrafo 2 del presente articolo;

b) se almeno una Parte Contraente ha inviato una comunicazione in applicazione del paragrafo 2 *b*) del presente articolo, alla data più vicina delle due date seguenti:

– data alla quale tutte le Parti Contraenti che hanno inviato tale comunicazione avranno notificato al Segretario Generale la loro accettazione del progetto, data che sarà tuttavia differita alla scadenza del termine di sei mesi previsto dal paragrafo 2 del presente articolo, qualora tutte le accettazioni siano state notificate prima della scadenza di detto termine;

– scadenza del termine di nove mesi previsto dal paragrafo 3 del presente articolo.

6. Ogni emendamento giudicato accettato entrerà in vigore tre mesi dopo la data in cui sarà stato giudicato accettato.

7. Il Segretario Generale invierà il più presto possibile una notifica a tutte le Parti Contraenti per far loro conoscere se è stata for-

mulata un'obiezione contro il progetto di emendamento conformemente al paragrafo 2 *a*) del presente articolo e se una o più Parti Contraenti gli hanno inviato una comunicazione conformemente al paragrafo 2 *b*) del presente articolo. Nel caso in cui una o più Parti Contraenti abbiano inviato tale comunicazione, egli notificherà ulteriormente a tutte le Parti Contraenti se la o le Parti Contraenti che hanno inviato tale comunicazione muovono un'obiezione contro il progetto di emendamento o l'accettano.

8. Indipendentemente dalla procedura relativa all'emendamento di cui ai paragrafi da 1 a 6 del presente articolo, l'Allegato al presente Accordo potrà essere modificato in seguito ad accordo fra le amministrazioni competenti di tutte le Parti Contraenti; qualora l'amministrazione competente di una Parte Contraente abbia dichiarato che il proprio diritto nazionale la obbliga a subordinare il proprio accordo all'ottenimento di un'autorizzazione speciale a tal fine o all'approvazione di un organo legislativo, il consenso alla modifica dell'Allegato dell'amministrazione competente della Parte Contraente in questione non sarà considerato come dato se non al momento in cui detta amministrazione competente avrà dichiarato al Segretario Generale che sono state ottenute le autorizzazioni o le approvazioni richieste. L'accordo fra le amministrazioni competenti stabilirà la data di entrata in vigore dell'Allegato modificato e potrà prevedere che, durante un periodo transitorio, resterà in vigore il precedente Allegato, in tutto o in parte, contemporaneamente all'Allegato modificato.

ARTICOLO 24.

Oltre le notifiche previste dagli articoli 22 e 23 del presente Accordo, il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite notificherà agli Stati di cui al paragrafo 1 dell'articolo 16 del presente Accordo:

a) le ratifiche e le adesioni ai sensi dell'articolo 16 del presente Accordo,

b) le date in cui entrerà in vigore il presente Accordo conformemente all'articolo 16 del presente Accordo,

c) le denunce ai sensi dell'articolo 17 del presente Accordo,

d) l'abrogazione del presente Accordo conformemente all'articolo 18 del presente Accordo,

e) le notifiche ricevute conformemente all'articolo 19 del presente Accordo.

f) le dichiarazioni e notifiche ricevute conformemente all'articolo 21 del presente Accordo,

g) l'entrata in vigore di qualsiasi emendamento conformemente all'articolo 23 del presente Accordo.

ARTICOLO 25.

Il Protocollo di firma del presente Accordo avrà la stessa efficacia, valore e durata del presente Accordo di cui sarà considerato come facente parte integrante.

ARTICOLO 26.

Dopo il 31 marzo 1971, l'originale del presente Accordo sarà depositato presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, che ne trasmetterà copie certificate conformi a ciascuno degli Stati di cui al paragrafo 1 dell'articolo 16 del presente Accordo.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo, hanno firmato il presente Accordo.

FATTO a Ginevra, il 1° luglio 1970, in un solo esemplare, in lingua inglese e in lingua francese, i due testi facenti ugualmente fede.

Seguono le firme.

ALLEGATO

LIBRETTO INDIVIDUALE DI CONTROLLO

DISPOSIZIONI GENERALI

Richiamo di disposizioni regolamentari

1. È desiderabile che nel libretto individuale di controllo siano contenute le principali disposizioni da osservarsi da parte dei membri dell'equipaggio.

Numerazione del libretto

2. Il libretto di controllo sarà numerato mediante perforazione o impressione.

Formato del libretto

3. Il formato del libretto individuale di controllo sarà quello standard A.6 (105 x 148 mm.) o un formato più grande.

Firma del libretto

4. La firma del membro dell'equipaggio figurerà, sia sul foglio giornaliero che sul rapporto settimanale. La firma dell'impiegato figurerà sul rapporto settimanale.

Contenuto del libretto

5. Salve le disposizioni del seguente paragrafo 7, il libretto individuale di controllo sarà conforme al modello allegato e comprenderà:

a) una pagina di copertina;
b) istruzioni sulla tenuta del libretto;
c) fogli giornalieri;
d) un esempio del foglio giornaliero compilato;
e) rapporti settimanali.

6. Ciascuna Parte Contraente fissa, per i libretti rilasciati nel suo territorio, il modo in cui il membro dell'equipaggio deve far figurare i periodi delle sue attività professionali diversi da quelli di guida. A tale scopo, ciascuna Parte Contraente può scegliere uno dei seguenti modi:

a) i periodi di attività professionali diversi da quello della guida, saranno rappresentati con il simbolo ☒ senza distinzione tra periodi di servizio;

b) i periodi di attività professionale diversi dalla guida, saranno contraddistinti:

con il simbolo ⚒ i lavori effettivi diversi dalla guida;

con il simbolo ⧄ i periodi di servizio diversi da quelli che rientrano sotto i simboli ⊕ et ⚒

7. Ciascuna Parte Contraente può stabilire per i libretti individuali di controllo rilasciati sul suo territorio:

a) la sistemazione su una sola fascia, riguardante il periodo dalle ore 0 alle ore 24, del diagramma che figura nel foglio giornaliero;

b) la tenuta del foglio giornaliero in più di un esemplare;

c) indicazioni o voci aggiuntive o varianti, a condizione che la veste generale del libretto non venga modificata e che il numero o le lettere maiuscole in corrispondenza delle voci che figurano nel modello allegato restino immutate;

d) qualunque modifica o indicazione aggiuntiva, resa necessaria dalle disposizioni adottate in applicazione del precedente paragrafo 6), concernente i simboli corrispondenti alle voci 7 ⧄, 7a ⚒, 14 ⧄ e 14a ⚒, del foglio giornaliero;

e) che non siano compilate le caselle relative alle voci Ha, Hb e/o I del rapporto settimanale;

f) che siano staccati i fogli giornalieri anteriori alle due settimane.

MODELLO DI LIBRETTO INDIVIDUALE DI CONTROLLO

a) PAGINA DI COPERTINA

I. **LIBRETTO INDIVIDUALE DI CONTROLLO PER I MEMBRI D'EQUIPAGGIO DEI TRASPORTI STRADALI**

II. Paese: ....

III. Prima data di utilizzazione del libretto .... 19..........

IV. Ultima data di utilizzazione del libretto .... 19..........

V. Cognome, nome (i), data di nascita ed indirizzo del titolare del libretto:

....

....

VI. Nome, indirizzo, N.ro del telefono ed eventualmente timbro dell'impresa:

....

....

....

....

Libretto N. ....

b) ISTRUZIONI

ISTRUZIONI
PER LA TENUTA DEL LIBRETTO INDIVIDUALE
DI CONTROLLO

1. Questo libretto individuale di controllo è rilasciato in conformità a (indicare la legislazione o le legislazioni pertinenti)

....

Per l'impresa.

2. Dopo aver compilato le voci V e VI della pagina di copertina, consegnare un libretto a ciascuno membro dell'equipaggio in conformità alla legislazione o alle legislazioni indicate nel precedente paragrafo 1.

3. Riportare su un registro i nomi delle persone alle quali è stato consegnato un libretto, indicando il numero di matricola di ciascun libretto e la data di consegna. Fare apporre la firma del titolare a margine di detto registro.

4. Fornire al titolare tutte le indicazioni utili per la corretta tenuta del libretto.

5. Esaminare ogni settimana o in caso di impedimento, al più presto, i fogli giornalieri e il rapporto settimanale. Firmare il rapporto settimanale.

6. Ritirare i libretti utilizzati, tenendo conto del termine fissato nel seguente paragrafo 9 e tenerli a disposizione degli agenti incaricati del controllo, per un periodo di almeno dodici mesi. Riportare sul registro citato al precedente paragrafo 3 la data dell'ultimo foglio giornaliero.

Per il membro dell'equipaggio.

7. Questo libretto di controllo è personale. Bisogna portarlo con sé quando si è in servizio e presentarlo su richiesta degli agenti incaricati del controllo. Consegnare il libretto di controllo al datore di lavoro al momento di lasciare l'impresa.

8. Presentare al datore di lavoro ogni settimana o, in caso di impedimento, al più presto, affinché possa verificare le annotazioni e firmare il rapporto settimanale.

9. Quando il libretto è terminato, conservarlo per due settimane al fine di poterlo presentare in qualunque momento agli agenti incaricati del controllo. Consegnarlo poi, appena possibile, al datore di lavoro. Conservare una copia dei rapporti settimanali.

Copertina.

10. Verificare se il vostro cognome, nome (i), data di nascita e indirizzo siano stati scritti correttamente (voce V).

11. Scrivere la data del giorno in cui detto libretto viene usato per la prima volta (voce III).

12. Dopo averlo usato, scrivere l'ultima data di utilizzazione (voce IV).

Foglio giornaliero.

13. Compilare un foglio giornaliero per ogni giornata di impiego come membro dell'equipaggio.

14. Scrivere nella casella 2 il numero di targa di ogni veicolo utilizzato durante la giornata.

15. I simboli hanno il seguente significato:

[simbolo] durata totale del riposo giornaliero precedente l'entrata in servizio

[simbolo] riposo giornaliero

[simbolo] periodo fuori servizio

[simbolo] periodo di guida.

(1ª variante) *)

[☒] periodo d'attività professionali diverse dalla guida.

(2ª variante) *)

[⚒] lavori effettivi diversi dalla guida;

[☒] periodi di servizio diversi da quelli che rientrano sotto i simboli [⊗] e [⚒].

16. Indicare il periodo di riposo giornaliero (simbolo [simbolo]), i periodi fuori servizio (simbolo [simbolo]) e i periodi occupati nelle attività rappresentate con i simboli (prima variante) *) delle voci 6 [⊗] e 7 [☒], (seconda variante) *) 6 [⊗], 7 [☒] e 7a [⚒], tirare una linea orizzontale sotto le ore corrispondenti e a fronte dei simboli corrispondenti e collegare le linee orizzontali alle linee verticali. Vi sarà quindi una linea continua su tutta la lunghezza della fascia (vedere esempio sul libretto).

(*) La variante usata dipenderà dalle scelte fatte dalla Parte Contraente in conformità con il paragrafo 6 delle Disposizioni Generali. Quindi soltanto la variante scelta risulterà sui libretti individuali di controllo.

17. Le annotazioni devono essere fatte all'inizio e alla fine di ciascun periodo al quale esse si riferiscono.

18. Nella casella 16 (« osservazioni ») scrivere, se del caso, il nome del secondo autista. Inoltre questa casella può essere utilizzata per spiegare una eventuale violazione delle norme o per rettificare le indicazioni che figurano in altre caselle (vedere paragrafo 25). Il datore di lavoro o gli agenti incaricati del controllo possono anche annotarvi le loro osservazioni.

19. Nella casella 12 🛏, indicare il numero delle ore di riposo ininterrotto (riposo giornaliero) che precede immediatamente l'entrata in servizio. Se questo periodo è quello di due giorni, la cifra rappresenterà il totale del periodo di riposo della fine del giorno precedente e del periodo di riposo dell'inizio del giorno al quale si riferisce il foglio.

20. Prima della partenza, scrivere nella casella 11 « Inizio del servizio » il chilometraggio segnato dal contachilometri, alla fine del servizio, scrivere nella casella 11 « fine del servizio » il nuovo chilometraggio e segnare il percorso totale.

21. Firmare il foglio giornaliero.

Rapporto settimanale.

22. Questo rapporto deve essere compilato alla fine di ogni periodo settimanale che ha comportato la compilazione di uno o più fogli giornalieri. Per i giorni in cui si è in servizio senza essere membro dell'equipaggio, cioè quando non c'è stato motivo di compilare il foglio giornaliero, scrivere la cifra « 0 » nella casella G e la durata del periodo di servizio nelle caselle Ha e Hb; se non viene esercitata nessuna delle attività previste, scrivere la cifra « 0 » nella casella adeguata. Per i giorni in cui non si è in servizio, scrivere la cifra « 0 » nelle caselle G, Ha e Hb, e aggiungere una spiegazione, per esempio « in vacanza », « giorno di congedo ».

23. Riportare nelle caselle F e G le cifre che figurano nelle caselle 12 e 13 dei fogli giornalieri corrispondenti.

Istruzioni supplementari per i casi in cui la legislazione nazionale obblighi i membri dell'equipaggio ad avere un libretto individuale di controllo solo per i trasporti internazionali.

24. Prima di iniziare un trasporto internazionale, bisogna riportare sui fogli giornalieri, per i sette giorni che precedono l'inizio di tale trasporto, nelle caselle 12 e 13, le annotazioni relative alla durata totale dei riposi ininterrotti che precedono l'entrata in servizio e ai periodi di guida giornaliera, o compilare un rapporto settimanale per questi sette giorni.

Osservazioni generali.

25. Non si possono effettuare sui libretti né raschiature, né cancellature, né sovrapposizioni; gli errori, anche soltanto materiali, devono essere rettificati sotto la voce « Osservazioni » (casella 16).

26. Nessun foglio deve essere strappato.

27. Il libretto deve essere compilato con penna ad inchiostro.

c) **FOGLIO GIORNALIERO**

Libretto No

2. N° d'immatricolazione del(dei) veicolo(i)	**1. FOGLIO GIORNALIERO** No	3. Giorno e data

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
4												
5												
6												
7												
7a												

	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24
4												
5												
6												
7												
7a												

8. Luogo di inizio del servizio: **9.** Luogo di cessazione del servizio:

10. Trasporto di merci.
Peso massimo autorizzato per l'insieme dei veicoli (*) (se del caso):

10a. Trasporto di viaggiatori.
Regime di riposo giornaliero prescelto:

11. Conteggio dei chilometri: Fine del servizio : Km miglia
Inizio del servizio: Km miglia
Percorso totale .... Km miglia

16. Osservazioni e firma:

	Numero delle ore
12. (*)	
13.	
14.	
14a.	
15. Totale **13 + 14 + 14a** se del caso	

(*) Autotreno o veicolo articolato.

d) ESEMPIO DI FOGLIO GIORNALIERO COMPILATO

Libretto No 45

2. N° d'immatricolazione del(dei) veicolo(i)	1. FOGLIO GIORNALIERO	3. Giorno e data
3.462 HB 75	No 21	Martedi 15 Settembre 1972

Ore: 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 / 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24

4. (riposo) 5. (a disposizione) 6. (guida) 7. (interruzione) 7a. (altri lavori)

8. Luogo di inizio del servizio: PARIGI — 9. Luogo di cessazione del servizio: ANVERSA

10. Trasporto di merci. Peso massimo autorizzato per l'insieme dei veicoli (*) (se del caso): 19T

10a. Trasporto di viaggiatori. Regime di riposo giornaliero prescelto: (10")

11. Conteggio dei chilometri: Fine del servizio: 91 430 Km ~~miglia~~; Inizio del servizio: 91 090 Km ~~miglia~~; Percorso totale .... 340 Km ~~miglia~~

16. Osservazioni e firma:

	Numero delle ore
12.	12
13.	6½
14.	½
14a.	2½
15. Totale 13 + 14 + 14a se del caso	9½

(*) Autotreno o veicolo articolato.

Nota 1. – In pratica, le caselle corrispondenti alla voce 10 e 10a verranno compilate tutte e due sullo stesso foglio giornaliero solo nel caso in cui un membro d'equipaggio abbia effettuato nello stesso giorno sia il trasporto di viaggiatori che quello di merci. Nella casella 10a (compilata soltanto dai membri dell'equipaggio dei veicoli destinati al trasporto dei viaggiatori), bisogna scrivere « 10h » o « 11h », a seconda del sistema di riposo giornaliero che viene applicato al membro dello equipaggio.

Nota 2. – Nella casella 12, il fatto di indicare 12 ore di durata totale di riposo ininterrotto precedente con l'entrata in servizio, significa che l'autista ha terminato il suo lavoro la vigilia alle ore 19. Infatti, aggiungendo alle 7 ore indicate nella casella 4, le 5 ore comprese tra le ore 19 e le ore 24 della vigilia, si arriva ad un totale di 12 ore.

e) RAPPORTO SETTIMANALE

A. Cognome e nome(i) del membro dell'equipaggio

....

B. **RAPPORTO SETTIMANALE**

C. Dal ....

al ....19........... incluso

									J. Totale del periodo settimanale:
D. Giorni del periodo settimanale									
E. Foglio giornaliero n°									
F.									
Durata delle attività professionali	G.								
	Ha.								
	Hb.								
	I G+Ha +Hb								

K. Osservazioni: ....

....

....

L. Data del riposo settimanale precedente: ....

M. Firma del membro dell'equipaggio: ....

N. Firma del datore di lavoro: ....

Libretto No. ....

PROTOCOLLO DI FIRMA

Al momento di procedere alla firma dell'Accordo europeo relativo alle prestazioni lavorative degli equipaggi dei veicoli che effettuano trasporti internazionali su strada, i sottoscritti, debitamente autorizzati, hanno convenuto quanto segue:

Le Parti Contraenti dichiarano che il presente Accordo non pregiudica le disposizioni che potranno essere elaborate successivamente in materia di durata del lavoro dell'estensione della giornata di lavoro.

ad articolo 4 dell'Accordo

Le disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo non devono essere interpretate come se rendessero applicabili, fuori dello Stato di immatricolazione del veicolo che effettua il trasporto, i divieti di circolazione, in alcuni giorni o in alcune ore, che dovessero eventualmente esistere in detto Stato per determinate categorie di veicoli. Le disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo non devono essere interpretate come se impedissero una Parte Contraente di imporre nel suo territorio l'osservanza delle disposizioni della sua legislazione nazionale che vietano, in alcuni giorni o in alcune ore la circolazione di determinate categorie di veicoli.

Qualunque Parte Contraente, Parte ad un accordo particolare, come previsto dal paragrafo 2 dell'articolo 4 del presente Accordo, e che autorizzasse l'effettuazione di trasporti internazionali, che iniziano e terminano sul territorio delle Parti a detto accordo particolare, da parte di veicoli immatricolati nel territorio di uno Stato che è Parte Contraente dell'AETR ma non Parte a detto accordo particolare, potrà porre come condizione alla conclusione di accordi bilaterali o multilaterali che autorizzano questi trasporti, che gli equipaggi che effettuano detti trasporti si conformino, sul territorio degli Stati Parte dell'accordo particolare, alle disposizioni di quest'ultimo.

ad articolo 12 dell'Accordo

I sottoscritti si impegnano a discutere dopo l'entrata in vigore dell'Accordo, l'introduzione nell'Accordo, tramite emendamento, di una clausola che prevede l'impiego di un apparecchio di controllo di tipo omologato, posto sul veicolo, che sostituisce per quanto possibile il libretto individuale di controllo.

ad articolo 14 dell'Accordo

Le Parti Contraenti riconoscono che è auspicabile:

che ciascuna Parte Contraente adotti le misure necessarie per essere in grado di reprimere le infrazioni alle disposizioni dell'Accordo, non soltanto quando vengono commesse sul suo territorio, ma anche quando vengono commesse sul territorio di un altro Stato durante un trasporto internazionale su strada effettuato da un veicolo da esso immatricolato;

che esse si forniscano reciproco aiuto nel punire le infrazioni commesse.

ad Allegato all'Accordo

In deroga al paragrafo 4 delle disposizioni generali dell'Allegato al presente Accordo, la Svizzera potrà non esigere che gli impiegati firmino i rapporti settimanali del libretto individuale di controllo.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo, hanno firmato il presente Protocollo.

FATTO a Ginevra, il 1° luglio 1970, in un solo esemplare, in lingua inglese e in lingua francese, i due testi facenti ugualmente fede.

Seguono le firme.

ANTONIO SESSA, *direttore* — DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*

(6651061/3) Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - S.